

# combat breton

IRLANDE :  
LONG KESH : TORTURES

AVRIL - MAI 1980

Numéro 13 (Nouvelle série)

PRIX 5 F



**Les Bretons n'enlèveront pas le mazout de leurs plages  
Ils feront disparaître de Bretagne l'état capitaliste**

# JUSQU'A QUAND ?

Après une vague de communiqués rassurants à la radio comme à la télé, les pouvoirs publics ont dû une fois encore avouer leur impuissance face aux problèmes de la mer, et surtout leur incapacité à maîtriser les effets dévastateurs du système qui les a mis en place. Dans les numéros 1 et 2 de *Combat Breton*, nous avions repris l'analyse du problème du pétrole et du profit faite par le GSED (Groupes de Salariés pour l'Economie Distributive) sous le titre «Et si la mer crevait ?» Il n'est pas inutile aujourd'hui d'en rappeler certains points et d'apporter un complément d'informations.

Les marées noires reviennent à des périodes de plus en plus constantes et rapprochées, au point qu'on en viendrait à rechercher leurs origines parmi celles des phénomènes naturels, d'autant que les côtes retrouvent, du moins en apparence leur aspect primitif avant le retour de l'été, avec il est vrai le secours d'orfèvres en la matière que sont les militaires du génie qui sont passés maîtres dans l'art du camouflage. Cependant, même si des personnalités averties (comme J. Legendre, maire adjoint de Port-sail, qui a travaillé 26 ans sur les pétroliers) ne soulignent pas que «tous les naufrages intervenus ne doivent pas être imputés à la fatalité, et que certains navires comme le *Tanio* ne devraient plus naviguer», beaucoup se ren-

draient compte que le phénomène nous ramène à une dure loi, la loi du profit.

## LA LOGIQUE D'UN SYSTEME

Au cours des deux dernières décennies, les transports maritimes ont connu une profonde mutation. L'étude de documents fournis par le quadripartite du réseau maritime mondial entre 1962 et 1974, période de croissance soutenue. Ce qu'on appelle la crise a entraîné par la suite une expansion plus modérée, mais les secteurs susceptibles d'apporter le plus grand profit ont peu varié. Il y a toujours une demande importante en produits pétroliers, en minerais à forte teneur, en céréales. On connaît depuis l'occupation de l'Afghanistan, le poids que peuvent représenter ces dernières sur une économie dépendante, et le poids qu'elles auront demain dans les secteurs agricoles européens qui dépendent de plus en plus du soja.

Bien entendu, cette mutation ne pouvait se faire qu'avec de nouveaux navires. On a donc assisté à une course au gigantisme : doubler le tonnage ne signifie pas doubler le nombre d'ouvriers nécessaires à sa construction, au contraire ; et cela permet de diminuer l'effectif de l'équipage. La crise du pétrole (encore une autre ?) a tout juste ralenti les cadences de construction, et les nouvelles unités sorties des chantiers navals sont allées finir dans les fjords, ou au Pirée.

Pendant ce temps le nombre de petits navires s'est restreint, mais ceux qui restent doivent mettre les bouchées doubles, passer sous pavillon de complaisance pour avoir la conscience tranquille, laver les cuves en mer, même si l'eau salée accélère la corrosion, marcher contre vents et marées pour s'éviter un jour sur un récif, ou sombrer au plus fort d'une tempête comme le *Tanio*. Cela présente pour l'armateur un profit plus grand que d'aller au chantier de démolition. Le navire sera remboursé par la compagnie d'assurance, de même que la cargaison : il y aura tout au plus à payer un enterrement de première classe aux marins disparus.

## UN CYCLE QUE LES CAPITALISTES NE REFUSENT PAS, AU CONTRAIRE

Mais le cynisme de ceux qui nous gouvernent (les capitalistes, pas les autres qui ne sont que des pantins entre leurs mains), ne s'arrête pas là. Ce sont eux qui ont développé l'industrie de la dépollution, depuis les déter-

gents et dispersants jusqu'aux matériels lourds que sont les hélicoptères, sous-marins, et autres navires de surface, en passant par les seaux en plastique, et les auto-collants anti-marée noire en vynil.



Tout un secteur d'activité en quelque sorte qui risque bien un jour de réclamer des emplois si par bonheur la pollution devait diminuer.

On est même en droit de se demander s'ils ne touchent pas des subventions pour envoyer leurs navires finir avec une constance déconcertante sur les côtes de Bretagne. Eh oui, ne ventils pas finir par avoir raison de ces Bretons réalocuteurs qui restent accrochés à leur pays, marée noire après marée noire ? Les moyens mis en œuvre ne sont-ils pas délibérément insuffisants pour laisser le pétrole atteindre les côtes et détruire tout un secteur d'activité qui recouvre la pêche et ses artisanats annexes, qui résiste à l'emahissement du tourisme, aux résidences secondaires, et à une transformation fondamentale de l'économie du littoral ?

## POUR EN FINIR AVEC LA POLLUTION

Avec cette nouvelle catastrophe qui suit celle de l'Amoco Cadiz, pour laquelle très peu de personnes ont été indemnisées, et après une série de mesures prises sur le papier par le gouvernement, il semble que sous le ras-le-bol et le refus des Bretons de la côte Nord de ramasser le pétrole qui souille leur côte se dessine une prise de conscience face au système qui les accable. Ils ont compris qu'on n'arrête pas une marée noire sur les plages. Comme disent certains : «A quoi bon enlever le pétrole, il en viendra d'autre.» Que faire alors ?

Dans l'immédiat, ce sont surtout ceux qui travaillent dans les ports, dockers, remorqueurs, éclusiers, ... qui détiennent la clé du problème. Mettre fin aux Pavillons de Complaisance devient un objectif clair, en mobilisant les navires des armateurs qui en usent pour échapper au fisc, sous-payer les équipages, ne pas respecter les normes de sécurité internationales. Les armateurs se trouvent alors contraints de signer les accords ITF qui comprennent des garanties quant aux salaires des marins et à l'entretien des navires. Ces mesures sont réalisables, elles ont déjà été employées à Nantes et à St-Nazaire. Il est tout aussi impératif d'envoyer les épaves flottantes à la ferraille.

(suite page 8)

# PERIS EN MER

Le pétrole est sur nos côtes, et des marins sont morts en mer... Huit marins qui ont disparu dans la nuit froide et dont la mer restitue peu à peu les corps au rivage, comme elle finit toujours par y abandonner les nappes de pétrole.

La mer est dangereuse, et les marins le savent, mais il est trop facile de se cacher derrière la fatalité et la fortune de mer pour justifier des accidents comme celui du *Tanio* ; il y a des pièces troublantes à verser au dossier de cet accident tout à fait normal, car on n'a jamais vu de pétrolier chargé se casser en deux dans la mer courte et hachée de la Manche.

## UN BATEAU TROP VIEUX

Construit en 1958, le *Tanio* (ancien Lorrain) avait 22 ans, alors que la moyenne d'âge de la flotte mondiale est de 9 ans et demi ; il paraît qu'il avait été remis en état, mais récemment ; les armateurs français, qui sont orfèvres en la matière, ont réclamé une aide des pouvoirs publics pour la démolition des navires trop vieux «afin de ne pas être obligés de les vendre». Les armateurs français sont gourmands, il leur faut des subventions pour construire des bateaux neufs, et des subventions pour démolir les vieux bateaux.

## ENCORE UN IMBROGLIO JURIDIQUE

Cependant le *Tanio* a été vendu, mais à qui ? Eh bien, il est difficile de le savoir. Est-il la propriété de la compagnie de navigation Cruz del Sol S.A. Panama, ou bien de la Société Malgache des transports pétroliers, ou peut-être de la Société Localfrance, dont on ne sait pas si elle est panaméenne ou suisse ? C'est ce que ne peut pas dire le secrétaire général de l'association française des capitaines de navires, après des recherches qui laissent planer le doute.

## L'EQUIPAGE D'UN BATEAU MALGACHE

Ces sociétés fantômes de propriétaires, gestionnaires, armateurs ou affrétiers de navires, sont toujours en quête de pavillons qui ne sont pas autre chose que des couvertures.

Si on n'en trouve pas à Panama ou au Libéria, il ne manque pas d'états pauvres qui poussent même la complaisance jusqu'à fournir en prime la main d'œuvre à bon marché recherchée par tout capitaliste qui se respecte. Va donc pour le pavillon malgache, et il y aura à bord des marins malgaches, dont quatre ont disparu dans les eaux froides de la Manche, sont morts pour trente francs par mois, tous matelots, ils gagnaient en effet trente francs par mois. A ce prix-là, ils sont évidemment plus recherchés par les armateurs que les matelots bretons.

Car évidemment les Malgaches ne sont ni officiers de pont, ni chefs mécaniciens, ni radios, regardez la liste, ceux-là, dont certains aussi ont péri en mer, sont des bretons. Ils n'ont accepté, tous volontaires, de s'embarquer à bord du *Tanio*, que parce que la paye y était nettement supérieure ; prêts à l'armateur du *Tanio*, qui a l'air de manquer de cadres, par une autre compagnie, ils sont prêts à repartir, dans des conditions identiques, puisque la paye est bonne et que la chance est avec eux.

## MAIS QUI DONC S'OCCUPE DE LA SECURITE EN MER ?

Même si aujourd'hui les épaves puent et polluent, la mer reste toujours l'aventure, le risque lié à l'argent : fortune de mer ! Il est donc facile en s'appuyant sur une longue tradition de faire fi de la sécurité en mer. Les armateurs font naviguer des bateaux atteints par la limite d'âge, imposent de faire route par tous les temps, hésitent à appeler des remorqueurs ; les «Tontons» filent doux le plus souvent pour leur place, pour leur paye, et les marins comme les terriens continuent de s'incliner devant l'éternel fatalité de la mer.

Alors que beaucoup savent que les compagnies ne pensent qu'à tourner les règles de la sécurité au mépris de la vie de ceux qu'elles emploient tandis que les états légifèrent en dépit du bon sens et de la production de sens, sans consulter les principaux intéressés.

Et c'est pourquoi aujourd'hui encore le pétrole est sur nos côtes et huit marins ont péri en mer.



## combat breton

Administration :  
«Ironscoff», Langoalan  
56180 - Guemene-sur-Scorff  
Phone (97) 51 23 02  
Télex - BREZIH 740251  
N° Commission paritaire 56213  
ISSN 0235 - 6302

Directeur de la publication : Jean Le Calvez  
Rédacteur en chef : Y. L. Haridon  
Rédaction : Michel Clodic  
André Daniel  
Gérard Gilbert  
Jean Le Calvez  
Glenmor  
Edouard Morvan  
Per Rouzic

Édité par C.I.T.  
Imprimerie LE BRETON - CARHAIX  
Dépôt légal : AVRIL - MAI 1980

ABONNEMENTS  
CCPLA SOURCE 34 562 25 G  
1 an 150 F minimum  
Étranger et par avion : nous consulter.

Nos lecteurs auront remarqué que depuis le numéro 12, A. Guiller, P. Jarnier et P. Quessel ne figurent plus dans l'équipe de rédaction.

## Aux assemblées générales du G.O.P.E.X.

**L'OBLIGATION DE SUBIR NOUS DONNE LE DROIT DE SAVOIR.**

(Jean Rostand)

les primeurs du Nord-Finistère et de St-Malo.  
D'autre part, tout le centre et le sud de la France n'opèrent plus de commerce avec les collecteurs bretons, et pourtant la qualité du plant breton est égale sinon supérieure au plant hollandais ; de plus ce dernier est vendu 30 % plus cher sur le marché français.

### L'ABSENCE DE POLITIQUE UNITAIRE AU NIVEAU FRANÇAIS ET EUROPEEN

Aucune règle commune à l'intérieur du pays au niveau de la production. Les planteurs du Nord ont libre cours pour retarder la date du brilage des fanees, ils ne participent au financement des invendus, leurs collecteurs attendent la fixation des prix par le GOPEX pour acheter à 10 centimes du kg de moins, et donc nous enlever une partie croissante du marché.

La préférence communautaire est fautive, les hollandais exportent à tour de bras sous contrôle technique de l'Etat sanitaire des plants ainsi acheminés sur un marché français déficitaire à l'origine de 50 000 tonnes mais à présent surabondant.  
On peut se demander s'il ne s'agit pas d'une volonté délibérée d'éliminer la production bretonne avec l'appui de l'Etat Néerlandais. Triste et vain marché commun !!

### UN GOPEX SANS DYNAMISME

Une institution planificatrice, à caractère socialiste comme l'est le GOPEX, malgré ses 18 ans d'existence et elle encore sa place aujourd'hui sur le marché du plant ? En effet, inopérante ou inefficace sur le marché de l'exportation (50000 tonnes/an seulement), elle est inexistante dans le sud de la France, par elle-même sûrement parce qu'elle n'est pas habilitée à vendre directement, mais aussi par ses collecteurs.

Voici l'explication que nous apporte J. Le Mouel de retour d'un séjour dans le Languedoc-Roussillon où il a contacté maints négociants et dirigeants de coopératives.

- d'une part pas de contact ni de prospection de la part de nos organisations, coopératives ou négociants.

- tout passe par Interplant - mandataire privilégié et exclusif

- d'un autre côté le si peu de marchandises acheminées comme par défaut - celles-ci ayant fait l'objet de critique - personne ne s'est déplacé pour en effectuer le constat et régler sur place les litiges ...

Il apparaît donc que tout commerçant doit demeurer responsable du bon acheminement et du suivi des risques inhérents à toute transaction.  
Nous savons produire et stocker, nous savons conditionner la marchandise dans nos frigos, (ex : la C.A.M. construit un frigo en 1980 pour passer de 1500 à 4000 tonnes), mais savons nous vendre cette même marchandise ?

Alors à quoi bon planter encore cette année si ce problème ne peut être résolu ?

### BRETAGNE - POUBELLE DE LA FRANCE ET DE L'EUROPE

20 000 tonnes de plants vont encore être jetées à la carrière pour la zone territoriale du GOPEX.

La CECAB, l'UNICOFA, la CAB de Landerneau font à elles trois 56 % des invendus, il est indéniable que les coopératives sont en retard d'une guerre sur leurs collègues négoçiants.  
Alors même si à Dunkerque des producteurs de pommes de terre freinent la circulation (une centaine de tracteurs sur l'autoroute LILLE-DUNKERQUE), ici dans ce pays de Pontivy qui vient de perdre sa féculerie et 70 emplois les responsables de coopératives sont à la recherche de carrières pour déposer leurs stocks.

Les saisonniers une fois encore sont renvoyés dans leurs foyers : y'a plus de patates à remuer !

A l'extrémité du territoire européen, laissés pour compte de toutes parts, seule notre révolte nous empêche encore de mourir à feu doux sur nos exploitations.

A 38 centimes le kg de pommes de terre nous avons perdu un revenu équivalent 40000 F l'ha sur trois années consécutives.  
Les bras nus en tombent cependant au moment de devoir planter à nouveau.

### UN CRI DE DETRESSE

Yvan, lui, parle de quitter la terre Marcel va diminuer sa production, Michel gratte les derniers 100 F dans son porte-monnaie.

Raymond va planter les siennes sans traiter au Rhizotone.

Francis va tout larguer pour l'an prochain ... La liste est longue ...

Si seulement les dirigeants de GOPEX voulaient comprendre ! et les langues et les coopératives !!!!

Pendant ce temps-là, J. Quéguin, Directeur adjoint du GOPEX se fait construire une serre de 300 m2 dans son jardin familial à Quimper, une serre destinée, à l'origine, à la station de recherches de Hanvec ... C'est tellement plus facile de se servir, avec l'argent des autres !

A Pontivy le Conseil d'Administration de la Fédération des plants a démissionné.

Une autre assemblée générale est en vue, d'autres administrateurs seront peut être élus, à force de frapper, le GOPEX finira par se sentir visé dans sa pratique et dans ses finalités.

Nous lui demandons toujours une A.G. extraordinaire pour la refonte de l'organisation avant juin 1980, au point où nous en sommes un brilage de notre marchandise au prix mondial libérera au moins le poids des invendus - et les pays du tiers monde et du quart monde mourraient moins de faim : Distribuons mais ne gaspillons plus !

Alors poursuivons notre révolte de gueux, la Bretagne à tout à y gagner.

Des producteurs de la région de Pontivy

## Grève du zèle à Nantes. Vers un échec des traminois ?

A l'issue des dernières élections municipales, les listes d'union de la gauche ont pris le pouvoir à Nantes et dans sa proche banlieue. Ce virage à gauche devait s'accompagner deux ans plus tard, à l'expiration du contrat d'une société privée de transport en commun, de la création d'une société sans capitaux privés, la SEMITAN (Société d'Economie Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Nantaise), qui se trouve contrôlée par ses co-actionnaires qui sont les municipalités concernées, la Chambre de Commerce, la Caisse d'Epargne, et la Société Centrale pour l'Équipement du Territoire.

Avec leurs patrons de gauche, les traminois ont vu leurs salaires augmenter d'un coup de 17 %. Mais ils n'ont pas perdu de vue qu'ils n'arrivent qu'en 15ème position de l'échelle des salaires en France, et ils ont exposé leurs revendications dès décembre 79. Par l'intermédiaire de son directeur, M. Bigey, de la RATP, de son président, M. Floch, maire socialiste de Rezé, et de M. Canevet adjoint au maire de Nantes, représentant des municipalités, la SEMITAN a refusé toute négociation.

On se souvient comment les traminois avaient engagé la lutte face à leur ancienne direction. Ils avaient fait une grève de gratuité, très populaire auprès des usagers. On ne peut que regretter aujourd'hui leur nouveau mode d'action : grève du zèle, c'est-à-dire respect de la limite de vitesse, pas de dépassement entre les autobus, temps de repos réglementaire au terminus, ou bien grève totale, comme le jour de la grande braderie. Il est évident que dans

ces conditions, les syndicats sont gênés aux entournures, et se demandent bien comment organiser la solidarité. Comment en effet immobiliser les chalandis qui veulent se rendre à la grande braderie, et crier à côté dans la manifestation ? Les commerçants, les clients avec nous la Commune bloquer les ouvriers le matin à leur domicile, et espérer un soutien de leur part ?

Les élus municipaux, patrons en l'occurrence, profitent de cette opposition traminois-usagers pour avancer, comme la direction de droite de la SNIAS, en envoyant des lettres d'embauche individuelles aux employés grévistes de la SEMITAN, en publiant les bulletins de salaire de ces derniers qui apparaissent comme relativement bien payés. Ils touchent en effet au bout d'un an ce qu'un docker de la région touche toute sa vie, ou ce que touche un professeur de collège avec dix ans d'ancienneté. Mais le problème est-il là ? N'y aurait-il pas plutôt des sous-payés ? En ce qui concerne les traminois en tout cas, la direction s'est bien gardée de signaler les maladies professionnelles de cette catégorie : tassement des vertèbres, maladies nerveuses ... assortis d'horaires quelquefois chargés. En outre, la direction va profiter de l'occasion pour relancer le projet de métro léger prévu pour les années 83, qui a du plomb dans l'aile et qui a déjà coûté bien cher aux contribuables.

Comme quoi, et nous l'avons déjà montré plusieurs fois dans nos colonnes, la division droite-gauche est à revoir, ainsi que la notion même de droite ou de gauche.

## CIDRE ET ALCOOL Régulation des marchés au frais des contribuables.

Voter un crédit exceptionnel de 300 000 francs pour replanter 100 000 pommiers à cidre par an, pour la production essentiellement de Calvados, telle est la proposition que le préfet de la région de Basse-Normandie va proposer au conseil régional. Les arrachages successifs subventionnés, et le vieillissement des arbres restants, risquent de mener à une crise en ce domaine. 38 % des pommiers ont en effet disparu au cours des huit dernières années en Basse-Normandie, et en Pays d'Auge, 3 pommiers sur 10 ont plus de 29 ans, c'est-à-dire inutilisables pour l'alcool. Les spécialistes estiment que 5 millions de pommiers sont improductifs. Comme un jeune pommier ne produit qu'au bout de 9 ans, la distillation de calvados devrait baisser de 2/3 d'ici 10 ans.

Comme la situation est la même en Bretagne, mais n'est pas chiffrée, on devrait assister dans les années à venir, à des versements nouveaux de subventions, et à la reprise en main de la distillation et des marchés, qui ira de pair avec la disparition des bouilliers de village.

D'un autre côté, déjà la production de cidre et le marché ont entièrement changé. Jusqu'à il y a environ 25 ans, l'essentiel de la production était écoulé en autoconsommation. Avec la diminution de la population rurale, la production a chuté. Depuis deux ans on assiste à une reprise : les gens de la ville, pour beaucoup ex-ruraux, se sont remis au cidre ; mais entre temps, les cidreries ont pris les choses en main, avec le concours des fonds publics : les jeunes pommiers sont donnés aux agriculteurs, mais en réalité payés par les subventions, à condition de fournir les pommiers à la cidrerie pendant 9 ans.

Abonnez-vous à Combat Breton

## GERIOÙ - KROAZ

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

### A-LED :

1 den n'en deus kalz d'al lun vintin 1 - 2 tro-dellañ - vogalennoù - 3 preñn disi - dispenna - 4 a-wechou eo ret lakaat o hini en e blas da lod - Enebeour al leuz - 5 diwisk - 6 paour evel ur razi lier - 7 ragav - ugent anezho a ra ul lagad cjen - 8 kas ar c'hoer - evel ur c'hozh kilhog - 9 un hanter ster - ragav - hini al loerou a oa prizet - 10 chagii a ra an dour cman

### A-SERZH :

1 prizet e oant gwehall er frikoioù - 2 pod houarn pe chidhouarn - 3 danvez bouteg - 4 diouz ar verb ober - hadi, turi ... - 5 kroiet - a laras - diouz ar verb bezan - 6 disec' et mik del kendal ar gwez - 7 kigen - 8 farzh - souez - 9 ster meur afrika - Loer dibennet - 10 n'eo ket bellich e sellou - klasken tizhout.

### SOLUTION DU NUMERO 11

#### HORIZONTELEMENT

1 Répression - 2 Im - Eto - 3 Cp - Sachets - 4 Alot - Ra - 5 No - Stable - 6 Ayatollahs - 7 Nepa - lab - 8 Tennisman - 9 Ecoumeurs - 10 Steeve - Roi.

#### VERTICALEMENT

I Ricanentes - II Employée - III Apnée - IV Résistance - V ETA - To - fu - VI Sociolinguistique - VII Blaine - VIII Le - Labeur - IX Trebren - X Nasa - Se - Si

Assemblée générale des sympathisants et militants d'Argad Breton de la région parisienne - mercredi 30 avril - 33, rue des Vigotelles - Paris XXe (20 h 30).



Pommes de terre en stock. Photo : Y.L.

# VOUS AVEZ DIT "REVOLUTION" ?

Face au défi historique que constitue la crise globale de notre civilisation nous n'avons vu jusqu'à ce jour que le développement des «révolutions» totalitaires, les cultes rendus aux idées sanglantes de la Classe, de la Race, de l'État.

Les impérialistes continuent avec arrogance à se partager le monde. Il n'y a même plus ingénierie déguisée mais invasion ouverte. Et que nous propose-t-on pour parvenir à un régime de cette sorte ? Du côté capitaliste : Une troisième guerre mondiale. Du côté socialiste : La «révolution» mondiale.

Le tout sur fond atomique. Tous les opportunistes politiciards et les arrivistes en quête d'une carrière rapide vont dans tous les sens sans nous proposer autre chose que la domination du monde par l'un de ces deux clans. Or il n'est plus à démontrer la faillite de ces deux systèmes. Pourtant Marchais, changeant une fois de plus son fusil d'épaule prône aujourd'hui la révolution. Mais quelle révolution ? S'il se réfère à la révolution russe il serait bon de lui rappeler, ce que nombre d'historiens ont aujourd'hui démontré, qu'en fait depuis deux cents ans, toutes les révolutions, ou plus exactement, tous les mouvements qui se prétendent «révolutionnaires», ont accepté l'héritage de l'une des deux grandes révolutions du XVIIIème siècle.

Il y en a deux, en effet, bien que d'aucuns se montrent enclins à l'oublier : celle d'Amérique et celle de France.

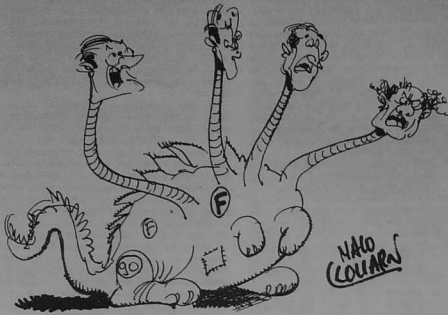
Le choix opéré par l'histoire, au profit de celle de France et aux dépens de celle d'Amérique, eut, pour notre temps des conséquences tragiques.

Ce fut le choix de l'étatisme contre la théorie de Montesquieu sur la division des pouvoirs, et Lénine peut être considéré comme le dernier héritier de la révolution française.

Cette révolution, Monsieur Georges Marchais, nous n'en voulons pas. En mai 1968 un grand espoir naissant. Mais elle ne put se transformer en révolution tout court car récupérée par la bureaucratie.

La Révolution ne peut être qu'«englobante» comme l'écrivait, après 68 un fédéraliste, Alexandre Marc. «Il n'y a pas de révolution étudiante, sinon mystificatrice, sans une révolution de l'entreprise, de l'agriculture, des professions, des communes, des régions, des ethnies, sans une transformation libérale des villes et des campagnes, du travail et des loisirs, des structures et des institutions, qu'il s'agisse de l'économie, du politique, du culturel ou du social. En réponse au défi total de l'histoire, la révolution sera totale — ou bien, elle ne sera rien».

En un mot : la révolution fédéraliste.



C'est la voie révolutionnaire choisie par ARGAD BREIZH, le séparatisme étant pour nous un moyen et non le but final qui reste l'autonomie et l'autogestion du peuple breton. Et nous voyons toute la différence qu'il y a entre l'autogestion que nous prônons et l'«autogestion» des partis communistes ou socialistes. Comme l'expliquait Gérard Gilbert dans le numéro 10 de Combat Breton (dossier la Makhnovitchina) : «En ce qui concernait les organes de l'auto-direction sociale, les paysans et les ouvriers étaient partisans de Soviets de travail libre... pour les bolcheviks, le Soviet n'était qu'un outil politique, instrument de propagande et embryon de la future dictature du prolétariat, un rouage aux mains du parti... qui ne laissait qu'une partie des pouvoirs au soviét... pour s'en assurer le contrôle.»

Les années ont passé. Le mot soviét est remplacé par autogestion. Mais la stratégie et la tactique communistes ne varient pas. Il est étonnant d'ailleurs d'entendre ces partis réformistes parler de révolution alors qu'ils passent leur temps à annihiler toute tentative vraiment révolutionnaire, pratiquant ouvertement, avec leurs syndicats, la collaboration de classe. Si discuter avec Giscard d'Estaing de politique, avec Barre de social, se prononcer pour les centrales nucléaires sont des actes révolutionnaires, il est grand temps pour ces braves gens de se recycler ou de retourner à l'école... Afin de ne pas tromper le peuple.

En fait il est tout à fait normal de voir se

regrouper ainsi la bande des quatre qui ont une idéologie commune : le stationnarisme et la participoatocratie. Mais tout bon révolutionnaire sait aujourd'hui (et les expériences le prouvent) que les partis ou le parti ne peuvent être considérés, en dernière analyse, comme des organes du peuple, mais au contraire, constituent un instrument très efficace qui permet de saper le pouvoir populaire, de la soumettre à une domination aussi hypocrite que contraignante. Instrument qui permet à l'État-Nation de contribuer, en intégrant en lui les forces économiques, à la massification générale — c'est-à-dire, non seulement économique, mais aussi politique, culturelle et sociale — des individus et des collectivités.

Au nom de la délégation du pouvoir on peut agir contrairement aux promesses électorales. Un cas criant aujourd'hui est bien la promesse du candidat Giscard en 1974 affirmant que les centrales nucléaires ne seraient pas implantées sans l'accord des populations locales. En 1980 il envoie 1500 gardes mobiles, une armée en «manœuvres» pour obtenir cet accord. Et sans doute bientôt fera-t-il avaliser ce choix par référendum français, les populations locales n'ayant plus leur mot à dire. C'est en se basant sur une interprétation aberrante du principe majoritaire que la démocratie jacobine continue impunément à asservir toutes ses minorités.

(suite page 7)

## BUREAUCRATIE ET TECHNOCRATIE : LE VRAI VISAGE DES COMMUNISTES

### Ceux qui sont partis et ceux qui ne sont pas partis

Aragon chantait dans un poème célèbre l'union dans la résistance de celui qui croyait au ciel et celui qui n'y croyait pas.

Que Georges Marchais soit parti en Allemagne, requis par le service du travail obligatoire (S.T.O.) appelée à un certain nombre de réflexions sur le présent du Parti Communiste Français.

Lorsque les jeunes travailleurs français ont été requis pendant la guerre, au titre du S.T.O., il en est qui sont partis et d'autres... qui ne sont pas partis.

En 1942-1943 ces réfractaires ont peuplé les maquis et fait faire un premier bond à la Résistance, qui jusqu'alors n'intéressait que de petits groupes.

Il leur a fallu choisir la clandestinité, s'organiser dans l'illégalité, écrire la nuit sur les murs, voler des armes, de la nourriture, poser des bombes... on les appelait les terroristes.

D'autres sont partis, oh !... contre leur gré... mais ils sont partis par crainte, par pusillanimité, par sens de l'obéissance, goût de l'ordre et de la discipline. Ce n'étaient pas des rebelles. Statistiquement les rebelles sont toujours minoritaires.

Il y avait des communistes, des révolutionnaires dans la Résistance, et le Parti a essayé de faire croire au lendemain de la guerre qu'il était le Parti de la Résistance, et il y a toujours beaucoup de communistes dans les organisations d'anciens résistants.

Mais le parti ne pouvait pas laisser de côté la masse des travailleurs partis en Allemagne dans le cadre du S.T.O. ces ouvriers sérieux, obéissants, ayant le sens de la hiérarchie ne pouvaient être abandonnés à eux-mêmes et le Parti organisa pour eux la Fédération des «déportés» du travail, contrôlée par les Communistes.



Ainsi se trouvait réalisée dans le Parti, l'union de ceux qui étaient partis et de ceux qui n'étaient pas partis. Seulement Aragon n'a pas eu l'idée de faire un poème sur le sujet.

Et aujourd'hui, qui dirige le Parti ? Tillon, le rebelle, le chef des FTP, a été évincé depuis longtemps, et Marchais, superbe, victime de la déportation du travail, victime de la bourgeoisie qui a trahi, nous harangue, entouré de son bureau politique.

Un Parti bureaucratique, soucieux de l'ordre et de la hiérarchie, malgré ses harangues révolutionnaires, peut-il avoir pour chef un rebelle ? Non, Monsieur Marchais, ancien S.T.O., ancien ouvrier qui a fait une belle carrière dans l'appareil du Parti, est bien l'homme qu'il faut à la place qu'il occupe et qui fut occupée avant lui par Maurice Thorez, dont tout le monde sait où il était pendant la guerre.

## Une recette pour vivre et travailler au pays...

Les élus communistes du Morbihan ont pris position pendant les événements de Plogoff : «Pour vivre et travailler au pays, il faut des centrales nucléaires en Bretagne».

Et voilà comment finissent les plus belles idées, les plus beaux slogans, les plus belles révolutions quand les communistes s'en engagent.

On avait déjà entendu à St-Nazaire «Pour vivre au pays, sauvez le Concorde... sauvez la Navale» et un comité régional communiste vient d'être créé à Nantes pour «vivre, décider, travailler au pays... de Loire». Ce comité se défend, bien sûr, de vouloir remettre en cause l'unité nationale — et pour cause, car nul ne connaît d'autonomiste des pays de Loire — il n'y a même pas de mot pour qualifier l'habitant de ce prétendu pays.

Mais la Récupération est sans limite. Donc, pour ces notables communistes, nous devons vivre et travailler au pays — en fabriquant des Concorde, des superprotectors, ou des centrales nucléaires.

Celui qui dit cela, adjoint au maire de Lorient, est d'ailleurs un employé de l' Arsenal

de Lorient devenu cadre de syndicat et du Parti, et, avec son syndicat, il s'était déjà prononcé, mais plus discrètement, pour la fabrication de sous-marins destinés aux impérialistes d'Afrique du Sud, qui ne respectent guère les Droits de l'Homme.

La logique des notables communistes est très claire. Produire, produire en grand, produire en gros, produire n'importe quoi, cette logique n'est pas fondamentalement différente, pour un autonomiste ou un autogestionnaire, du productivisme capitaliste.

Avec ces gens-là, notre patron serait l'état, et nous ne pourrions même plus changer de patron : le Parti Communiste est productiviste et concentrationnaire : tout le monde au boulot, dans des grandes unités de production centralisées, un peuple docile de prolétaires encadrés et organisés, prêts, au nom de la lutte des classes, à dominer le pouvoir au Parti.

Les bretons savent bien que ce n'est pas comme cela qu'ils veulent vivre au pays, l'autonomie est un genre de vie qui ne saurait accepter l'univers concentrationnaire et productiviste des apparatchiks.

A propos du livre LA REVOLUTION FEDERALISTE (Presses de l'Europe)



### LES ELUCUBRATIONS DES COMMUNISTES BRETONS

Sous le titre : «NUCLEAIRE : PRODUIRE BRETON», L'HUMANITE DIMANCHE du 23 Mars informe ses lecteurs potentiels (et les masses populaires) que l'Association des Elus Communistes du MORBIHAN se prononce pour une centrale nucléaire en BRETAGNE emboitant ainsi le pas aux élus municipaux communistes NANTAIS pour LE PELLERIN.

Ces «camarades» morbihannais trouvent inconcevable que cette énergie soit produite ailleurs pour être consommée chez nous faisant ainsi croire que les bretons sont les assistés énergétiques de leur FRANCE.

Or rien n'est plus faux (voir le tableau ci-dessous). La BRETAGNE est donc exportatrice et nos communistes font le jeu du pouvoir ou ils sont idiots.

Cette même association conduit par la voie d'Armand GUILLEMOT, adjoint au Maire de LORIENT : «Nous le disons sans ambiguïté : pour que les Bretons puissent vivre et travailler au pays, ils ne peuvent se passer de l'énergie nucléaire».

Sincèrement le petit plumeur que je suis,

breton atardé et rétrograde, ne voit pas le rapprochement. Indépendamment de l'environnement, du risque nucléaire, la construction d'une centrale nécessite la mise en activité de plusieurs corps de métiers dont le bâtiment, mais pendant un certain temps. Mais après ? Bien sûr, après, il y aura les techniciens étrangers au Pays et pour protéger le site de bonnes têtes de C.R.S., à visages de harkis ou des gendarmes mobiles chantant des couplets plus ou moins nazillons comme à PLOGOFF.

Toutefois le Parti Communiste nous rassure, la population sera largement informée. C'est bizarre, je pense à l'ARGHANS-TAN qui a la tendresse du P.C.F. la population la-bas est plus qu'informée, elle est napoléonienne. Quant aux garanties également promises de hautes sécurités que les communistes bretons s'adressent à leur camarade MAZEAS (cf. Combat Breton numero 12, page 5).

TENROCS

EXTRAIT DE L'HUMANITE-DIMANCHE DU 23-3-80

### Nucléaire : produire breton

L'Association des élus communistes du Morbihan vient de se prononcer pour l'installation d'une centrale nucléaire en Bretagne, nécessaire à la production d'énergie dont la région a besoin pour son développement. «Il est inconcevable que cette énergie soit produite ailleurs pour être consommée chez nous», a déclaré Armand Guillemot, adjoint au maire de Lorient. «Nous le disons sans ambiguïté : pour que les Bretons puissent vivre et travailler au pays, ils ne peuvent se passer de l'énergie nucléaire.» A l'inverse de la façon dont les choses se sont passées à Plogoff, les élus communistes réclament une large information de la population, un processus de décision démocratique pour l'implantation de la centrale et les garanties indispensables sur la sécurité des installations.



Tableau de la consommation et de la production d'électricité. (d'après les données fournies par EDF-Nantes 23 rue de Strasbourg.)

	CONSOMMATION			PRODUCTION		
	1971	1976	1977	1971	1977	1978
COTES-du-NORD	562	980	1089	21	41	37
FINISTERE	1027	1696	1761	1918	210	490
ILLE & VILAINE	842	1362	1496	1664	468	465
LOIRE ATLANT.	1460	2407	2413	2639	6897	7734
MORBIHAN	627	1091	1208	1310	3	3
BRETAGNE	4519	7439	7969	8623	7592	8725

(en millions de kwh)



Comité Anti-Nucléaire Cantonal  
Secrétaire :  
Joëlle DULONG  
Route de Pors Guen  
29118 - GOLESMACH  
Tél : 01.60.30

Chers Amis,  
Le Pays Fouesnantais soucieux d'apporter sa collaboration à PLOGOFF vient de créer un «Comité Anti-Nucléaire Cantonal Fouesnantais. Soutien à Plogoff» afin de dénoncer les dangers du nucléaire et de promouvoir les énergies alternatives.  
Bien amicalement.

(suite de la page 2)

### JUSQU'A QUAND ?

Mais en finir vraiment avec ces fléaux qui nous assaillent de toutes parts suppose qu'on cesse d'agir sur les effets, comme les Bretons de la côte Nord viennent de le faire, pour diriger tous nos efforts sur les causes : le système capitaliste. Chacun est alors concerné. Le pétrole n'est pas transporté par hasard, on s'en sert, mais contrairement à une opinion largement répandue, son utilisation pour les voitures ou pour le chauffage est assez restreinte en proportion. Le pétrole est surtout utilisé par l'industrie chimique, et plus de 70 % des produits fabriqués le sont avant tout, pour satisfaire à la loi du profit, et pourraient être presque tous remplacés par des produits recyclables, notamment pour les emballages.

Pour ne pas avoir à construire des navires gigantesques d'un côté, et faire face à une marée noire de l'autre, pour ne pas avoir à construire les tuyauteries d'une centrale, et en subir par ailleurs les nuisances, la revendication du salaire garanti à la place de la garantie de l'emploi, peut débloquer une situation, notamment dans les chantiers de construction navale, où il est versé plus de subventions à la direction qu'il n'est distribué de salaires, pour qu'ensuite les navires construits en sur-nombre finissent en Norvège, en Grèce, ou à Ouessant, pendant que les capitalistes s'enrichissent. Avec les subventions versées pour la construction d'un 500 000 tonnes, on pourrait payer les ouvriers nécessaires pendant plusieurs années, et on économiserait la tête. Cela laisse rêveur. Cela pourrait donner des idées.

## NUCLEAIRE EN SOUS-SOL

Une enquête d'utilité publique pour l'extension du périmètre minier de la COGEMA sur le territoire de Piriac est ouverte... à la préfecture de Nantes, du 3 mars au 2 avril 1980.

La COGEMA (compagnie générale des matières nucléaires) est assignée devant le tribunal des référés par un agriculteur décidé à s'opposer à l'ouverture d'un nouveau chantier minier sur son exploitation. Elle est condamnée à remettre le terrain en état pour le 26 mars.

Deux faits récents qui illustrent les nouvelles menaces liées au nucléaire dans la région de Guérande, mais qui font apparaître aussi le début d'une résistance qui s'organise.

### DES MINES D'URANIUM DANS LA PRESQU'ILE GUERANDAISE !

— La COGEMA... une vieille connaissance. C'est en 1967 que cette société, qui dépend du C.E.A., s'est installée discrètement dans la presqu'île après l'octroi d'un périmètre exclusif de recherche d'uranium.

En 1972 elle obtient un permis d'extraction sur deux périmètres, l'un à Piriac sur la côte, l'autre à Guérande dans une zone agricole active : 150 hectares qui couvrent plusieurs exploitations.

Ces formalités accomplies, commencent alors les travaux d'extraction ; 1975 : ouverture d'une mine à Piriac, en galerie, toujours exploitée à l'heure actuelle. 1976 : ouverture d'une mine à ciel ouvert, à Guérande, sur le site de Ker Roland, où l'extraction est faite pendant un peu plus d'un an. 1977 : ouverture d'un second chantier sur le site de la Métairie Neuve, proche du précédent, et dans des conditions identiques ; mine à ciel ouvert, exploitée jusqu'à l'été 1979.

Une présence qui dure.

L'uranium est présent dans le sous-sol de la presqu'île sous forme de minéralisations très riches, mais en gisements très peu étendus et clôturés : il s'agit donc de les découvrir et de les localiser. C'est pourquoi la prospection s'étend partout et on peut s'attendre, lors de l'exploitation, à un impact important sur l'ensemble du pays Guérandais. Chacun sait que si les quantités d'uranium extraites sont peu importantes, pour en obtenir quelques kilos, il faut extraire une tonne de minerai, ce qui explique l'importance considérable des mines d'uranium. Dans la presqu'île guérandaise, la teneur en uranium varie entre 1 % et 10 %. Il semble bien que la COGEMA ait entrepris des recherches systématiques sur un très vaste secteur : mesures en surface d'abord pour déceler les discontinuités dans les roches du sous-sol, puis foragées sur trépan pour l'extraction d'échantillons avant la mise en exploitation proprement dite. Aussi, on peut craindre que la COGEMA ne s'installe pour longtemps et un peu partout dans la presqu'île.

Les drôles de méthodes de la COGEMA. Le code minier est formel : nul droit de recherche ou d'exploitation de mines ne vaut sans le consentement du propriétaire de la surface, c'est le travail du chargé de relations de la COGEMA d'obtenir ce consentement.

Pour le site de la Métairie Neuve, en 1977, les arguments ne lui manquaient pas : d'abord l'exemple de Ker Roland, tout proche ; l'exploitation en carrière avait été rendementée, et l'agriculteur disposait d'une magnifique réserve d'eau après le départ de la COGEMA ; ensuite une énumération verbale de

garanties absolues contre tout risque de nuisances et de pollutions : «la COGEMA travaille proprement».

Dans la réalité, le chantier de la Métairie Neuve a largement dépassé les deux ans (sous un) pendant lesquels les habitants du village de la Métairie Neuve, tout proche, ont dû supporter les nuisances les plus diverses : tirs d'explosifs, bruits d'engins, transports de matériaux, etc.

Et aujourd'hui la mine est toujours ouverte ! malgré la convention, car, dit la COGEMA, il y a encore du minerai en profondeur et en d'autres lieux accessibles par galeries.

Le site est donc plus riche que prévu, c'est ce qui explique l'insistance avec laquelle l'éternel chargé de relations s'est acharné, sans succès, à arracher à l'exploitant une nouvelle convention de mise à disposition, tandis que la COGEMA continuait l'exploitation au-delà de la date prévue.

Combien de temps dureront les travaux ? Jusqu'où s'étendront les galeries ? Ou seront rejetées les eaux polluées ? — autant de questions posées par l'agriculture et que la COGEMA a laissées sans réponse, «nous ne le savons pas nous-mêmes» dit-elle, ne voulant sans doute pas révéler l'ampleur des travaux projetés.



La Métairie Neuve et la carrière de Ker Roland.

Déjà le soutien des organisations syndicales agricoles a permis de faire échec au chantage de la procédure d'occupation du sol : article 71 du code minier.

Dans le même temps, la COGEMA a été assignée devant le tribunal des référés qui, au vu des conventions signées, l'a condamnée à remettre le terrain en état de culture dans un délai d'un mois; parons qu'elle mettra désormais un peu plus de soin à rédiger ses conventions dites de «mise à disposition».

— COGEMA... dehors !

Ce n'est pas de tout repos d'être exploitant de mines d'uranium. A la Métairie Neuve, la COGEMA s'appropriait à ouvrir des galeries, elle est condamnée à reboucher la carrière. A Piriac, le périmètre de Pennarlan est épuisé, il faut une enquête d'utilité publique pour obtenir une extension, dans la direction de la mer, vers la zone des résidences secondaires, la COGEMA envisage de creuser des galeries pour lesquelles il faudra des bouches d'aération, des issues de secours, avec voie d'accès pour les interventions. A Coispen, l'enquête a été faite, en 1978, pour empêcher nos concurrents de la prendre dit la COGEMA, mais l'uranium se trouve en plein sous le village, alors, encore des galeries ? A St Molf, le Parc naturel de Bière avait émis un avis défavorable lors de l'enquête mais, fin mars, il a accepté un permis d'exploitation de cinq ans. Voilà qui fait bien comprendre la nature de ce genre d'organisme, censé protéger l'environnement. Et pendant ce temps, son président, le sénateur Legrand, propose ses bons offices dans le conflit de la Métairie Neuve.



Mine d'uranium à Piriac (mars 1980) D.R.

### LA LUTTE DES HABITANTS DE LA PRESQU'ILE GUERANDAISE

— Création d'un comité de défense.

Dès lors, les réticences sont devenues opposition déterminée, et depuis le mois de février 1980, un comité de défense s'est constitué, qui tente de regrouper tous les habitants des périmètres miniers.

# IRLANDE : LONG KESH : TORTURES CONTRE LES MILITANTS IRLANDAIS

Malgré le silence des médias parisiennes face à la guerre de libération que mène l'IRA provisoire en Ulster, malgré les vociferations de Mme Thatcher pour s'indigner de l'impérialisme soviétique en Afghanistan, on peut crier partout que l'armée britannique vaut bien toutes les armées tortionnaires du monde.

«Long Kesh», ce mot devient synonyme de tous ces camps où, après avoir interné des individus — coupables ou non — on emploie avec eux tous les moyens de torture physiques, psychiques et moraux.

Les crimes nazis étaient trop sanglants, trop voyants : ici, comme dans les goulags soviétiques, on emploie des méthodes «raffiniées» qui s'attachent plus à détruire l'individu «de l'intérieur» pour en faire une larve inoffensive qui, rendue à sa famille, aura un effet dissuasif autour de lui. Tout du moins, c'est ce que pensent les tortionnaires britanniques. Ce qui est aussi scandaleux, c'est que non seulement il y a des tortionnaires Anglais, mais aussi des Ecossais, des Gallois, des Corniques... (Talbot licencie 12 000 ouvriers Gallois début 80 ! l'armée pourra recruter... !) H - BLOCK à Long Kesh, c'est le baraquement spécial réservé à plus de 400 prisonniers à qui l'on refuse le statut de «prisonnier politique».

Ces hommes vivent dans des conditions épouvantables : ils sont totalement nus avec une couverture autour des reins et restent enfermés dans leur cellule 24 heures sur 24. Cette cellule contient un matelas humide sur lequel les «blanket men» (hommes couverts) se «reposent» : le sol est une terre pourrie et couverte d'ordures.

### UN TEMOIGNAGE

Voici un témoignage, la lettre qu'un prisonnier du Bloc H a pu faire parvenir à CARN, l'organe de la ligue Celtique (1) :  
«Long Kesh Prison Camp, Lisburn, Co. Antrim, Northern Ireland.

Cher Rédacteur en Chef,

Ma cellule est mon monde 24 heures par jour. Je ne peux faire aucune culture physique et je ne vois que mes geôliers lorsqu'ils courent et ferment la porte. Ma fenêtre est bloquée ; le sol, les murs et le plafond sont couverts d'excréments. Des vers grouillent dans la nourriture pourrie qui baigne dans les flaques d'urine sur le sol !

Ce sol, où je mange mes rations, tout nu, car tout ce que je portais sur moi m'a été retiré sauf trois bouts de chiffon crasseux qui me font usage de couverture. Tout est humide, constamment, à cause de l'urine qui stagne sur le sol.

Je peux voir mes os à travers de ma peau, blanche comme la craie et crasseuse. Mes cheveux et ma barbe sont devenus gris : ils sont crasseux, ternes et pendent sur mon corps torturé par les boutons, les plaies et les parasites. J'ai toujours froid et suis malade et affamé. Toute assistance médicale m'est refusée !

Pendant les «fouilles spéciales», qui ont lieu au moins deux fois par semaine, je suis obligé d'avoir les jambes écartées au-dessus d'un miroir pendant qu'on me donne des coups de pied et qu'on me donne des coups de poings, jusqu'à ce que je tombe à genoux ou que je m'éroule.

Des tortionnaires me rentrent leurs doigts dans l'unus ou m'écrasent les testicules.

Je ne peux voir personne, ni ciel ni oiseaux : je ne peux sentir le vent. Je ne peux lire ni livre ni journaux. Parfois je pense que la mort est préférable à l'existence humaine. Actuellement quatre cents prisonniers Républicains vivent dans les mêmes conditions que moi parce que nous refusons d'accepter le statut de «criminels».

Croissant dans les profondeurs de la misère, les prisonniers du Bloc-H méritent plus que des mots de sympathie de la part des leaders de leur communauté. Ils demandent que vous joignez vos voix de protestation en faveur des prisonniers de Long Kesh. En écrivant une lettre de protestation, vous pouvez aider ces hommes et ces femmes et peut-être sauver une vie ? Est-ce trop demander ?

Sincèrement, Republican P.O.W. Long Kesh



«Pourquoi ne voulez-vous pas laisser mon papa revenir à la maison ?»

### IL Y A HUIT ANS ...

Pour comprendre cette situation, il faut remonter à 1972, quand des prisonniers républicains incarcérés dans les geôles de Crumlin Road à Belfast firent une grève de la faim pour exiger le statut de «politiques». Depuis cette date, des centaines de prisonniers de l'IRA ont obtenu le «special category status» et ont été internés dans le camp de concentration de Long Kesh, ainsi que les femmes étaient incarcérées à la prison d'Armagh. Les Britanniques pensaient en 1972/73 venir à bout de l'IRA en quelques mois ! C'était sous-estimer le grand soutien populaire des ghettos nationalistes de Belfast, de Derry et d'ailleurs.

Aussi, réalisant leur échec, les Brits' voulurent isoler l'IRA de ses bases et du soutien qu'elle avait non seulement en Irlande, à l'étranger, parmi les Irlandais exilés, mais aussi parmi des mouvements révolutionnaires ou autonomistes qui considéraient l'IRA comme un mouvement de libération nationale, combattant les forces d'occupation et de répression.

Les Brits changèrent de tactique en traitant les membres de l'IRA de «conspirateurs criminels» dirigés par une Mafia. Cette politique visait à considérer les combattants de l'IRA comme des «criminels» et à leur

ôter le droit d'être considérés comme des «politiques». D'où la décision annoncée en 1975 : tous les prisonniers condamnés après le 1er Mars 1976 se verraient privés du «statut politique» et seraient transférés dans un bâtiment spécial, le Bloc H à Long Kesh.

### SUR LA COUVERTURE ...

En septembre 1976, le Républicain de Belfast Kieran Nugent fut le premier prisonnier auquel on refusa le «statut politique» ; il fut aussi le premier à aller «sur la couverture» quand il refusa de porter l'uniforme de la prison que les Britanniques voulaient lui faire enfiler. Il fut rapidement rejoint dans sa résistance par d'autres prisonniers qui refusèrent aussi de porter l'uniforme et de faire les corvées parce qu'on leur refusait le statut politique. Ces prisonniers n'ont eu droit à aucune réduction de peine, ne serait-ce qu'un jour !

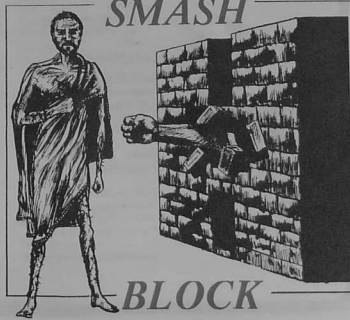
Voilà bientôt quatre ans que le combat continue dans les prisons : les «blanket men» n'ont droit à aucun exercice physique, à aucun secours médical ; ils sont tous isolés et n'ont droit à rien (ni radio, journaux, TV, livres - sauf la Bible ... - ni stylo, papier, colis etc. RIEN, RIEN, RIEN !)

Nus et sans défense, ces hommes sont frappés (poing, matraque, pied), insultés, blessés et laissés sans soins... Fouilles sexuelles répétées à toute heure de la nuit et du jour... Lumière allumée en permanence... Nourriture exécrable. D'ailleurs, on les prive parfois de nourriture pour les «punir», et ils passent plusieurs jours dans des cellules totalement isolées dans le silence quasi absolu. De quoi les rendre fous... Toutes ces barbaries sont aux portes de la Bretagne : elles sont engendrées par un état dit «civilisé».

Toutes ces atrocités n'ont pas atténué le moral des milliers d'Irlandais qui soutiennent le combat de l'IRA et de ceux qui luttent ouvertement pour la libération de l'Ulster et pour la réunification de l'Irlande. Le courage des «blanket men» est héroïque, car ils sont armés d'une force morale énorme qui leur permet de supporter leurs épreuves.

Une épreuve supplémentaire leur a d'ailleurs été infligée : aller aux toilettes était devenu un privilège qui fut progressivement retiré par punition. En effet, il fallut à ces hommes demander «poliment» la permission d'aller aux toilettes en disant «Sir» (Monsieur) à leurs geôliers. Cette humiliation morale fut généralisée. On leur retira ensuite leur seuil hygiénique, ou alors les gardiens donnaient un grand coup de pied dedans, répandant sur le sol l'urine et les excréments...

Humiliations, privations, sévices, brutalités, maladie, sous-alimentation, isolation etc... malgré cela, les «blanket men» engagèrent le 20



mars 1978 une action de résistance : ils refusèrent de se laver et de nettoyer leur cellule. Une semaine plus tard, devant les brutalités croissantes, ils refusèrent de quitter leur cellule pour aller vider leur seau hygiénique. Les gardiens refusèrent d'aller les vider. Aussi, on laissa les gars seuls, nus avec leurs excréments, la vitre bloquée ! On imagine vite l'atmosphère pestilentielle qui doit régner dans ces conditions épouvantables !

C'est à cette époque qu'on leur retira tout le mobilier : lit, chaise, table, armoire etc...

Le 31 juillet 1978, l'archevêque catholique Dr. Thomas O'Flaich visita Long Kesh. Il fit son rapport : «Ayant passé toute la journée du dimanche à la prison, je fus choqué par les conditions inhumaines dans les blocs 3, 4 et 5, où environ 300 prisonniers sont incarcérés. Un animal pourrait difficilement supporter de telles conditions. La plus proche comparaison que je puisse faire est le spectacle des bidonvilles de Calcutta. La pourriture, la crasse, la nourriture avariée et les excréments humains dans les cellules, tout cela est insupportable.»

La réponse britannique ne se fit pas attendre : plus aucune visite spéciale du genre de celle de l'archevêque O'Flaich ne fut autorisée... De plus, suite à la grève de propreté des prisonniers, les gardiens les soumettent dans leurs cellules à des séances de jets d'eau sous haute pression ; on leur fit prendre des bains d'eau très chaude ou glacée jusqu'à suffocation... Puis on les frictionne avec des copeaux de bois, on les rase et on les tond complètement !

Jusqu'ou ira cette escalade dans les brutalités ? Jusqu'à maintenant, en janvier 1980, parallèlement au renforcement des sévices dans les prisons anglaises en Ulster (et en Angleterre) où croissent 400 Républicains irlandais, les Britanniques ont mis en place une armée de loi SPECIALES qui leur permet d'exercer de fait un régime dictatorial en Ulster.

### VOUS AVEZ DIT «SPECIAL» ?

— Il existe une loi SPECIALE : «Emergency Provisions Act», qui définit le «terrorisme» ainsi que «l'usage de la violence à des fins politiques» et proscrie l'IRA comme «organisation terroriste».

— Il existe des pouvoirs SPECIAUX pour l'interrogatoire, les recherches, l'arrestation et le droit d'interroger pendant 7 jours quiconque, sans avocat.

— Les Brits' ont érigé des centres d'interrogatoires SPECIAUX, avec des SPECIALISTES de l'interrogatoire, qui utilisent des méthodes SPECIALES pour faire «parler» les gens... Ces tortionnaires viennent des «R.U.C. SPECIAL Branch», des unités anti-IRA (2).

— Il y a des cours SPECIALES de «justice» chargés de faire appliquer les lois SPECIALES pour les prisonniers républicains, surtout s'ils sont armés : tous sont déclarés «coupables» jusqu'à ce qu'on ait reconnu leur innocence...

— Neuf sur dix des prisonniers interrogés sont reconnus «coupables» et condamnés après une «confession» obtenue dans des conditions très SPECIALES... (confirmé par un rapport d'Amnesty International en 1978).

— Les condamnations sont SPECIALES, de même que les conditions de détention... dans des prisons SPECIALES avec des gardes SPECIAUX, une sécurité SPECIALE avec des soldats armés, des mitrailleurs, des canons anti-aériens, des aires pour hélicoptères, des barbelés, chevaux de frise, et toutes les dernières nouveautés en matière d'armement et de combat.

### LE SOUTIEN IRLANDAIS ET INTERNATIONAL

Dès le début, des comités de quartiers, de districts ont été mis en place pour soutenir les prisonniers de Long Kesh. Le Sinn Féin fit des campagnes de protestation tant en Irlande qu'à l'étranger (USA surtout) pour sensibiliser l'opinion publique aux tortures de type nazi

(suite page 12)

(suite de la page 11)

commises à l'encontre de femmes et d'hommes qui se battent pour la libération de leur pays. Plusieurs marches pacifiques eurent lieu dont certaines furent le théâtre d'affrontements avec les provocateurs protestants ou les commandos fascistes du R.U.C. ou encore avec les milices armées des protestants, notamment celles de Ian Paisley, pasteur ultra réactionnaire. Plus récemment s'est constitué un Comité national du Bloc H qui a organisé le 1er janvier 1980 une marche de protestation sur Long Kesh qui a rassemblé plus de 5 000 personnes, malgré la présence de milliers de soldats britanniques, du R.U.C. qui avaient bloqué toutes les routes conduisant au camp de concentration. Mais la manifestation, bien encadrée, s'est déroulée dans le silence et le calme.

La suivante a eu lieu le 17 février à Coalisland. D'ailleurs ce soutien va en s'amplifiant et de nombreuses organisations de par le monde exigent le retrait des troupes britanniques d'Irlande du Nord et la condamnation du pouvoir impérialiste de Londres (qui va réclamer aux Américains trois mille fusils pour son armée en Ulster : visite de Mme Thatcher aux Etats Unis les 17 et 18 décembre 79).

Une conférence «des peuples opprimés du Monde» s'est tenue à Lisbonne (Portugal) récemment qui a exprimé son opinion sur l'Irlande : «Cette conférence appelle le peuple Irlandais et à travers lui le Mouvement Républicain Irlandais, pour le retrait total du pouvoir politique, militaire et économique britannique de toute l'Irlande. (...) Finalement, elle estime que le scandale du Bloc H est international et doit cesser, et que le statut de prisonnier de guerre doit être rétabli».

Suit une liste de 24 partis et mouvements de libération (Euskadi, Palestine, Erythrée, Chili, Nicaragua etc ...) à laquelle sont venus s'ajouter des signataires non présents à cette conférence (Flandams, PSU, UDB, etc...)

Evidemment, le combat continue et des hommes entament leur quatrième année d'incarcération dans le Bloc H de Long Kesh, le camp maudit.

Leurs conditions physiques et morales sont précaires et ils seront des épaves à leur sortie, s'ils ne meurent avant...

La lutte pour le respect des droits de l'homme s'engage dans une voie étroite, car le pouvoir militaire britannique agit à sa guise sans se soucier de l'opinion publique : Silence ! On torture ! L'écho se répète d'Ulster au Chili, d'Argentine en URSS, d'Espagne au Cambodge, indéfiniment de par le monde... Espérons que les voix de la Justice (avec un J majuscule) et de la Paix (avec un P majuscule) se feront entendre et que les forces de libération d'Irlande, bouteront rapidement les Impérialistes britanniques hors d'Irlande...

AR GWIADER

- (1) Ligue Celtique (CARN publié trimestriellement en anglais et dans les langues celtiques) (Abonnement 30 £)
Secrétaire général : Alan HEUSAFF - 9, Bothar Cnoc Sion - Ath Cliath 9 (Eire)
(2) En 1969, la manifestation non-violente pour les Droits Civils en Irlande du Nord avait été attaquée par les groupes para-militaires du R.U.C. (Royal Ulster Constabulary) et les B-Special (brigades de choc), et il y avait eu plusieurs morts et de nombreux blessés.

Pour tout renseignement
H-BLOCK INFORMATION CENTRE
170 Falls Road
BELFAST (N. IRELAND)
AN PHOBLAICHTH/REPUBLICAN NEWS
44 Parnell Square
DUBLIN (EIRE)

DU PAYS DE GALLES

Chers amis,
L'instant près de deux douzaines de maisons ont été détruites ou endommagées. La télévision de Londres et les gens de Presse en ont fait une large publicité, et la police organise des recherches à travers tous le pays, fait des barrages sur les routes à la dernière année dernière sont très ennuyés à présent. A cela s'ajoute une campagne pour brûler les résidences secondaires que des anglais possèdent.
Bien amicalement.
H.G.

«And now, Englishman, listen to us».

Nous publions ici, pour sa force et sa beauté, un texte irlandais de 1843, paru dans «The Spirit of the Nation».

Et maintenant, Anglais, écoutez-nous. Vous pouvez demain nous donner les meilleurs baux de la terre — Vous pouvez accorder l'égalité aux presbytériens, aux catholiques et aux anglicans — Vous pouvez nous consentir la plus ample représentation dans votre Sénat — Vous pouvez ramener nos absents, nous libérer de votre dette, redresser chacun de nos désavantages fiscaux — Vous pouvez, en plus de tout cela, piller les trésoreries du monde afin de déposer de l'or à nos pieds, et épuiser les ressources de votre génie pour nous honorer et nous vénérer — Sachez-le, et nous vous le disons au nom de la liberté et du pays — Nous vous le disons au nom de ceux enthousiasmés, d'âmes sans calcul, d'esprits sans peur — Nous vous le disons en vertu du passé, du présent et de l'avenir — Nous rejetterons vos offres avec mépris si votre condition préalable est que l'Irlande demeure une province. Nous vous disons à vous, et à tous ceux que cela intéresse, que — quoi que vous fassiez, que vous usiez de la fraude, de la corruption, ou que recouriez à la justice ou à l'intérêt politique, ou même nous déclariez la GUERRE, nous vous disons au nom de la patrie que l'Irlande redeviendra une NATION.



LES DRAGONS



Les dragons se tournent au fond de leurs silences des étoiles tombent des grames qui font germer les eaux des terres tombent des larmes qui soupirent sous les vents des cris tombe la nuit torturés irlandais pénètrent dans les clartés des nuits les murs empreints de douleurs les arbres gelés en été les murs soupirent la douleur kurn le tonnerre flétrit leurs voix torturés irlandais le peuple est avec vous mais n'absorbe pas vos maux l'épouge des cris est tarie sombrent dans les mystères

RAN KET FOURTR !!!

Alarme ! La répression à Plogoff prend de jour en jour des proportions inquiétantes qui rappellent à l'observateur vigilant les exactions, et l'atrocité de l'armée française à Alger, Philippeville etc... Et plus près de nous, en Irlande du Nord, les méthodes anti-Britanniques des corps spécialisés de l'armée Britannique.
— Les sévices supportés par Christian Meur... En Algérie la torture constituait une raison d'Etat.
— Je citerai pour mémoire les chambres de torture régimentaires au camp de concentration d'Orléansville dans les Aurès. Tous ceux qui y sont passés en gardent des séquelles qui ne disparaîtront que le jour où la victime mourra (maladies d'ordre nerveux, tremblements convulsifs...). Appareil efficace qui faisait avouer à n'importe quel pauvre type n'importe quoi !
— Utilisation généralisée de la gégène (programme pour grandes personnes : un fil électrique sur l'oreille et un autre sur un testicule le tout relié à une batterie qui faisait passer le courant.
Pour les enfants (eh oui !) les paras se montraient plus tendres : un fil sur l'oreille, l'autre sur un doigt)
— passage à tabac, rigides dans l'anus, corps dans les régions sexuelles (cas d'un fellah, à qui on avait accroché un poids de quinze kilos aux testicules ; cf les crimes de l'armée française de Vidal-Naquet).
Pourquoi faisiez appel à ces images écru-

rantes vieilles de vingt ans ? Le 18 février, un gars de Rosperden — 17 ans donc, mon âge — se faisait tabasser par les C.R.S., il transpirait, paraît-il une fronde. (cf : Canard de Nantes à Brest).
Ces mêmes fonctionnaires répandaient le sang des innocents sur le bitume Corse le mois dernier. Alors ?
En 1976, le 22ème régiment S.A.S (Spécial-Airborne - Services) unité spéciale anti-guerrilla, fer de lance de la répression contre l'I.R.A., surtout connue là-bas pour ses assassinats lâches (les victimes sont presque toujours abattues de dos), descendait à Toulouse pour entraîner le 8ème régiment de chasseurs parachutistes qui y était stationné. Je suppose que ces paras auront trouvé le temps de se faire la main à Kolwezy, ou dans d'autres contrées du continent Africain qui firent le point chaud de l'actualité ces derniers temps. Cette force armée, primitivement étudiée pour la guerre étrangère peut être immédiatement mobilisée pour une affaire intérieure (Larzac, Plogoff, etc...).
Toujours l'Irlande ! La technologie de la répression expérimentée, poussée à l'extrême limite des ressources humaines dans le domaine du crime légalisé ! J'en veux pour preuve le camp de concentration de Long Kesh, les fameux H. Block, Long Kesh, un autre Dachau ? Belles promesses d'un Etat qui est réputé le plus démocratique du monde... Et en France ? les assassins sont parmi nous !

Et en Bretagne ? 600 policiers parachutistes à Pont-Croix prêts à mater toute manifestation violente à Plogoff ou ailleurs.
Un préfet qui coave ces petits anges, tel le ferait un bon pasteur avec ses ouailles. Eh ? Légitime défense que de taper sur des femmes et des gosses !
Maintenant, que l'on nous casse les oreilles avec le grand mot démocratique française, que l'on nous gargarise de vote légal, d'élections, des syndicats (minés par le P.C.F.), des partis politiques (4 gars - R.P.R., U.D.E., P.C.F., P.S.) enfin de l'Etat ! RAN KET FOURTR !!!
Il n'y aura pas de nucléaire en Bretagne ni ailleurs quoi qu'en disent nos vieux gachistes du Parti Communiste.
C'est au peuple Breton d'en décider, et il dit non !
La colère monte, et avec elle, certains jeunes éclairés et lucides, prennent conscience, des mots tabous : autogestion, autonomie, ANARCHISME ! Et ils savent que Bretagne ne pourra se construire sans sa langue légitime, sans l'essence même de sa culture. L'homme doit vivre sa culture dans son travail, à l'usine, sur les marchés, dans son bureau, aux champs. Nous devons nous serrer les coudes, chacun. Je souhaite la complète solidarité qui scellera le renouveau du Celtisme. Si Bretagne se fait, son autonomie, sa constitution passeront par le foyer, par l'usine, par la commune. Autogestion populaire !
M.C. Carhaix

A large text-based graphic with columns of text and decorative elements, including a dragon illustration on the left side.

# BRETON RIGHTS COMMITTEE OF IRELAND

(Comité Irlandais pour les Droits Bretons) (1)

## LE COMITE, CREATION ET ORIGINE

Au mois d'octobre 1979, s'est créé à Galway, en République d'Irlande, le «Breton Rights Committee of Ireland», (Comité Irlandais pour les Droits Bretons).

A l'origine de ce comité, des JEUNES Bretons et Bretonnes installés dans la région de Galway et à Dublin. (D'instinct sur «jeunes» pour des raisons qui seront développées par la suite). Certains d'entre nous sont ici pour échapper à la justice politique ou militaire de l'Etat Français. Certains d'entre nous n'avaient jamais milité auparavant, d'autres ont travaillé avec Skol an Emisv, les C.A.B., le FASAB ....

Ce qui nous a réunis tout d'abord, c'est notre condition commune de jeunes exilés Bretons en Irlande. Que nous soyons ici par choix ou par nécessité, nous avons cela en commun. Nous avons tous connu, ou connaissons, des difficultés d'adaptation et d'insertion dans la vie Irlandaise (langage, mentalité, boulot, logement...). Et surtout, nous avons tous en commun l'amour du peuple Breton et de notre terre-mère. Et c'est à la suite d'un long cheminement communautaire que nous avons décidé, avec la création de ce comité, de nous affirmer en tant que Bretons d'Irlande.



Une vue partielle du pickets devant Dublin Castle (28-11-79). (Photo: B.R.C.I.)

— Ils sont des compatriotes, et ont combattu pour notre pays.

— S'associer avec eux, ce serait bénéficier de leur connaissance de l'Irlande, de leurs relations nombreuses et de leur entrée.

— Le soutien financier serait assuré, vue leur position sociale stable, et souvent intéressante.

— Mais collaborer avec d'anciens «collaborateurs», si cela ne pose aucun problème moral pour l'opinion Irlandaise, risquerait d'entacher lourdement notre crédibilité en Bretagne.

— La plupart d'entre eux sont restés très marqués à droite. Notre idée de la Bretagne, et notre conception du but à atteindre et des luttes à mener sont très sensiblement différentes de la leur.

— Nous risquions de servir de force d'appoint et d'être utilisés pour la plus grande gloire de quelques-uns.

Le problème s'est d'ailleurs vite posé, car dès que Fouéré a eu vent de l'existence du comité, il a cherché, par des intermédiaires, avons alors fait comprendre que nous nous passionnions de lui afin d'éviter toutes les ambiguïtés.

(1) Ne pas confondre avec le Comité Européen pour les Droits de l'Homme en Bretagne (section Irlandaise) créé récemment par Yann Fouéré.

## NOUS BUTS

Notre comité s'est donné plusieurs buts, ou «objectifs». Le premier est d'ordre matériel : aider ceux qui arrivent ici, complètement paumés et démunis, qu'ils soient insoumis ou non. Bretons ou non, — quoique la plupart le soient —. Aider, c'est-à-dire loger, dépanner financièrement, trouver du boulot, informer sur les problèmes de la vie courante ..., et d'une façon plus générale, créer une cellule d'accueil et d'amitié pour celui ou celle qui débarque. Le tout est fait, bien sûr, à la mesure de nos faibles moyens. Notre projet à long terme serait de créer une entreprise communautaire qui nous donnerait une marge de manœuvre plus large et plus indépendante (ex : un restaurant).

Notre second but est d'informer l'opinion publique Irlandaise de ce qui se passe en Bre-

## RAPPORTS AVEC LES ANCIENS DU MOUVEMENT

On ne peut pas dire que, depuis trente ans qu'ils sont là, ils aient contribué à faire connaître la Bretagne au grand public Irlandais (à une exception près : Alan Heussaff, directeur de CARN, qui a publié pendant longtemps un bulletin d'information, «Breton News»). Néanmoins, ils incarnent la Bretagne aux yeux des Irlandais, comme nous nous en sommes vite rendu compte, aux questions qui nous étaient posées sur nos rapports avec eux, et surtout avec Yann Fouéré : «car, vu sa situation économique et ses déboires avec la Cour de Sarée de l'Etat, Fouéré est sûrement le mieux connu des Bretons vivant en Irlande (et il sait entretenir sa réputation).

Un de nos premiers problèmes a donc été de définir nos rapports avec les «Anciens du Mouvement» et ce fut un problème délicat.



Quatre des cinq grévistes de la faim, devant le General Post Office, à Dublin (24-11-79). (Photo: Irish Times)



## Pour tous renseignements

— Ecrire à : Breton Rights Committee of Ireland, Postal Box 40, General Post Office, GALWAY — (EIRE)

— Ou s'adresser en Bretagne à : Jean-Marc DUPONT, 3, rue Noë, 56000 — VANNES

# AN DOUBLBACH'IDI POLITIKEL BREIZHAT-FRESNES

D'an 18 a v'iz c'hwevrer 1980,

Sevel a reomp a-enep d'ar v'arnedigezh taollet ouzh Klet Anker, ha mont a reomp a du krenn gant tud Ploeg'ho hag ar C'hap, hag int skoazellet diardiou e bog o stourm gant lodenn vrasañ Pobl Vreizh.

Klasket e vez gant kalouerien'zo livañ ar stourm-se evel pa vefe lechiet strizh war barrezioù ar Chap ha renet gant tud troet war no c'hanan. E gwirionez ez eo stourm Pobl Vreizh en ha fezh a-enep d'ar greanterezh derc'hanel, d'e berzhioù dianvan, ha d'ar gevredigezh apazhet he frankiz a zo staget outañ. Bez ez eo ivez stourm Pobl Vreizh evit he gwirioù diazez hag he nac'hedeg d'ur gevredigezh toc'her na c'hall bevah nemet diwar gorro ha dreistbevezerezh.

Lakaat a ra anat ec'h argezh greñs hivisken Pobl Vreizh, imboudoù greanterezhoù diaset ha noazhus dezhi, nemet ar sevel anezho nes tourei kont eus he letenn, ha diwar intrudu teknokratet Paris benniget gant aotrouien an tolead.

Tud al lec'hioù tizhet bremañ, (Ploeg'ho - ar

Pic'hirin) ha re an tachennoù a la vege goubet an E.D.F., ha bell-kreiz Paris da astenn c'hrabanou warno, (Plonger - an Erdeven) a ranko baprest chom war s'ha respont krog evit krog da gement foblez a-berzh ar stad c'hall. Ha mont rep he diehek gant an hentou o'chazo davet an trech.

Ouzhpenn, tourel ar brasañ difi ouzh strolladoù politikel Bro-C'hall a embann war al lec'h menadou a-enep an nukleel gant o c'hanamed diennet. (Hag int eus ha diwre a-wechoù : P.S.) hag a chom gant disklairdiarioù amjestr pa reont ar gaez d'o fennou, pe a vez gweliet o sevel a du ganti gant o frankañ brezhozhioù. (P.C.F. ha gouarnamant). Gounid ar stourm-se a zo ret da Bobl Vreizh, anezhañ e c'hano pep s'evit ar stourmadou a vremañ hag ar re da zont.

Anat deomp ster istorel ho stourm, e sellomp ganti eneb ha doujaus ouzh youl start ha kalonegzh divral Ploeg'ho.

Prise de position adressée au maire de Ploegoff, aux comités de défense de Ploegoff, d'Erdeven, de Ploumoguer et du Pellerin.

# HISTOIRE D'UNE MANIF

Ce n'est pas parce qu'on est exilé qu'il faut la fermer. C'est pourquoi à Paris le petit noyau Argad a eu l'idée d'organiser une manifestation de soutien à Ploegoff. Idée folle vu la situation à Paris.

Une fois d'accord avec les autres organisations bretonnes, on décide d'inviter les organisations parisiennes à participer, sur nos mots d'ordre. On se serait bien passé de ces organisations mais à Paris, il n'y a rien d'autre. Nous tenions beaucoup au caractère breton de cette manifestation. C'est pourquoi nous avons exigé parmi les mots d'ordre un slogan sur les prisonniers politiques, qu'ils soient de Ploegoff ou du F.L.B. Mais parler du F.L.B. à des organisations «responsables», c'est pire que d'évoquer le Monstre du Loch Ness. Bien sûr que c'est un scandale, mais pour les politiciens, il est toujours trop tôt pour défendre les prisonniers politiques. Comme si la criminalisation de l'Etat ne suffisait pas ! En fait, les prisonniers politiques nous ont rendu un fier service : on s'est ainsi débarrassés des gauchistes et autres «responsables». De toute façon, ils ne voulaient pas organiser de manif : ils en avaient trop fait ! Et puis les autonomes, le F.L.B. — Une fois de plus, donc, on a vu à l'œuvre la fine dialectique des organisations : la peur de se «mouiller», de tenir sa belle image de marque, par une mobilisation minoritaire ; ça parle de pratiques, de changements — en fait, ça ne défend qu'une chose : son bout de gras, sa chapelle. Toujours le souci pieux de servir le peuple et, en même temps, l'interdit refrain sur la «passivité des masses». Nous n'avons rien à dire de particulier sur tel ou tel groupe social ; ils se valent tous. Par contre, ceux qui s'attendaient à voir du nouveau côté école seront bien déçus par les «amis de la Terre». Pire que tout dans leur abrogation au service du peuple, ils n'hésitent pas à clarifier qu'ils sont les seuls, les vrais, les authentiques anti-nucléaires. Le vrai parti, quoi, des anti-nucléaires. Utilisant, pour clore le tout, la calomnie et le bruit de chloïtes tout comme un autre «authentique Paris», (en faisant courir le bruit en Bretagne que c'étaient des pro-nucléaires qui appelaient à manifester à Paris). En fait, le comité de soutien à Ploegoff se bat contre le nucléaire à «Paris de la Terre» qui sont contre le PRO. GRAMME nucléaire. Mais qu'on nous fasse un petit programme commun nucléaire (avec le P.S., la C.F.O.T.) et ça sera tout bon !

Nous avons donc organisé cette manif avec l'O.C.L., le C.I.N.E.L. et le M.E.P. (1). C'est peu, à la vérité, est dans la tenue même de cette manif. Pour une fois, tout le monde pouvait parler à la sono, et quand il a fallu faire face aux flics, le service d'ordre s'est formé spontanément : fini les S.O. de spécialistes. Une manif prise en charge par les manifestants. C'est pourquoi le comité de soutien à Ploegoff, fort de cette manif d'un genre nouveau, a décidé de se passer à l'avenir des gauchistes et des politiciens. Vu les derniers événements politiques, manifester à Paris, en se donnant les moyens de tenir ses objectifs, devient chose difficile. Plus dur encore sans le soutien des partis et syndicats, sans soutien aucun des médias, de la presse. 250 affiches collées pour 3000 manifestants, ça vaut le coup ! La prochaine fois on collera plus.

Le plus important dans tout ça, c'est que dans l'état actuel des choses, les Bretons ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Le salut moins que jamais, ne viendra pas de Paris. Pendant que 3000 défilent à Paris, le lendemain à Ploegoff il y avait plus de 50 000 Bretons. TOUT est là : EXIT PANAM !

(1) Organisation communiste libertaire, Centre d'Initiative pour de Nouveaux Espaces de Liberté, Mouvement d'écologie Politique.

(suite de la page 9)

# NUCLÉAIRE EN SOUS-SOL

Dans l'état actuel des choses, le rapport de forces est engagé. Les représentants de la COGEMA prennent de haut les oppositions concernant la pollution radio-active. Sans doute les risques sont-ils limités pour le moment, compte tenu de la taille modeste des chantiers actuels, et du fait que le minéral n'est pas traité sur place, mais expédié en Vendée. Cependant, les habitants du Lamouzin, du Morvan, du Forez, avec lesquels le comité guérandais est entré en relations, et qui connaissent bien la pollution liée aux mines d'uranium, ont fourni sur ce sujet une documentation abondante, qui permet de savoir à quoi s'en tenir si la présence de la COGEMA et l'extraction minière s'accroissent. Faut-il donc attendre d'en être à ce point pour manifester son opposition ?

Contre la minamie sur l'espace de la presqu'île.

L'agriculture de la presqu'île guérandaise est depuis un certain nombre d'années sérieusement menacée du fait d'une certaine forme de tourisme destructeur. L'ouverture de mines d'uranium en plein milieu du territoire agricole constitue donc une agression supplémentaire, susceptible de devenir de plus en plus pressante et dont les paysans ne passeront volontiers.

# L'ESPACE AGRICOLE GUÉRANDAIS UNE PEAU DE CHAGRIN !



Il n'est pas impossible en effet que les spéculateurs du tourisme connaissent s'entendent avec la COGEMA pour obtenir la disparition rapide des terres agricoles, et organiser ensuite de leurs intérêts communs : le plateau à la COGEMA, la frange côtière pour la spéculation touristique.

Affaire à suivre.

Le 17 mars, les représentants de la COGEMA sont descendus sur les lieux pour déterminer les conditions techniques dans lesquelles serait réalisée la remise en état du terrain, suivant la condamnation du tribunal. «Nous ne désespérons pas» ont-ils dit «de trouver un terrain d'entente, car il n'est pas question de laisser la l'uranium qui s'y trouve». Désormais les choses sont claires, pour faire échec à la COGEMA, il faudra être présent et assurer l'occupation agricole du terrain.

Comité de Défense des Habitants de la presqu'île Guérandaise dans les premières d'exploitation d'uranium

A BUBRY AUSSI

Dans la région de Bubry, Persquen, deux carrières sont en exploitation plus trois autres abandonnées momentanément.

Les nappes et les vallons sont déjà pollués !

# LA PROSPECTION CONTINUE

— Espace urbain

— Zones touristiques

— Expansion touristique et urbaine

— Sites miniers connus

— Marais salants

# LES LIVRES DE BRETON POUR

En 1977, six enfants montraient le chemin de l'école maternelle bretonnante «DIWAN». Actuellement, ils sont 150 et il est dès à présent nécessaire de songer au moment où certains d'entre eux devront être scolarisés en primaire. C'est très certainement dans cette perspective que plusieurs ouvrages d'enseignement de la langue bretonne, destinés aux jeunes enfants, sont apparus ces derniers temps en librairie. Nous sommes loin, désormais, de l'époque, encore relativement récente, où tout jeune de 7 à 77 ans, désirant se lancer dans l'étude du breton, ne disposait, pour faire ses premiers pas, que du livre de FRANÇOIS VALLEE, «LA LANGUE BRETONNE EN QUARANTE LEÇONS», manuel fort valable au demeurant. De nos jours il y en a pour tous les goûts, pour toutes les écoles orthographiques et, ma foi, devant la difficulté quasi-insurmontable d'établir une quelconque entente entre celles-ci, le plus simple est de se réjouir de cette émulation, de tous ces efforts dont, en fin de compte, notre jeunesse sera la grande bénéficiaire.

Nous parlons donc aujourd'hui de trois ouvrages pédagogiques qui viennent prendre place à côté des méthodes de KOPARZ HEMON, de PÉR DENEZ, de VISANT SEITE et de LE DU-LÉ BERRÉ, pour ne citer que les plus connus et les plus appréciés.

**HERVE HA NORA**  
«manuel de breton moderne»



Photo : Y. L.

En nous quittant, il y a tout juste huit ans, le regretté Armañs ar C'Halvez, fondateur-directeur de SKOL SANT-ERWAN de Plouezec, nous laissait, à côté de sa tâche sur le bilinguisme au Pays de Galles, une méthode d'enseignement du breton, intitulée «HERVE HA NORA», qu'il avait élaborée à l'intention des jeunes débutants. Les qualités pédagogiques de ce travail, paru en quatre fascicules, rapidement épuisés, au cours de l'année 1971, avaient été, à l'époque, particulièrement remarquées. C'est pourquoi Yann Desbordes et Yann-Erwan Abalan décidèrent de le rééditer pour le compte des éditions «SKOL».

«HERVE HA NORA», seconde méthode n'offre que peu de ressemblance avec l'original et nous ne savons pas si Armañs ar C'Halvez reconnaîtrait son bien dans ce nouvel ouvrage paru sous son nom. De lui subsistent la progression et la teneur des leçons, les questions relatives à celles-ci et c'est à peu près tout. Certaines leçons, comme par exemple «E TI TINTIN MARIN», ont même été presque entièrement modifiées. Cependant, avant toute transformation, tout rajoutement et afin de procéder avec discernement, Desbordes et Abalan ont demandé conseil à de nombreux personnes qualifiées. En particulier, à une bretonnante de naissance de Plouezec-Lochrist, Mari-Ann Kere, et à quatre professeurs du Collège St-François de Lesneven qui, durant l'année scolaire 1978-79 enseignèrent le breton aux élèves des

classes de 5ème. Ce sont probablement ces derniers qui incitèrent les auteurs à adopter, pour chaque mot de la leçon, sa transcription en écriture phonétique internationale afin d'en faciliter la prononciation. Chaque leçon, illustrée d'une façon moderne et vivante par Yann-Vikael Lichou, est suivie de quelques règles de grammaire et d'exercices oraux et par écrit suivant la méthode adoptée par PÉR DENEZ dans son livre «KOMZIT HASKRIVIT BREZHONGEG».

Tel quel, nous l'avons dit, cet ouvrage est très différent de celui de l'abbé Le Calvez. Néanmoins, nous sommes intimement persuadés que ce dernier aurait été heureux d'avoir, par son travail, permis à une équipe de spécialistes de mettre au point ce remarquable outil d'enseignement qu'est «HERVE HA NORA».

«HERVE HA NORA» éditions «Skol», 35,00 F. (20 % de ristourne pour les commandes groupées) Yola Charriou, 15, rue Berlioz, 22000 Saint-Brieuc.

**LE BRETON A L'ÉCOLE**  
par Albert Deshayes



Photo : Y. L.

Cet ouvrage, nous dit l'auteur, est le fruit d'une expérience réalisée dans une classe de l'école de Kermoyan, à Quimper. La méthode, qui utilise l'orthographe d'AR FALZ

et de SKOL VREIZH, comprend un «livre de l'élève» et un «livre du maître», tous deux de grand format. Celui réservé à l'élève contient, en plus des séries de dessins destinés aux élèves, des suggestions pédagogiques, des notes phonétiques, linguistiques et grammaticales afin de l'aider dans son travail.

Chaque leçon aborde une structure nouvelle, particulièrement bien dosée et adaptée au quart d'heure quotidien autorisé par le Ministère de l'école élémentaire. La grammaire, très discrète afin de ne pas rebuter les élèves, est cependant présente dans les phrases à répéter par ceux-ci qui, inconsciemment, doivent parvenir à en assimiler les règles les plus simples. Les grandes pages de dessins, dus au crayon de Patrick Hervé, peuvent être reproduites au tableau, à la craie si le maître est assez habile, par projection dans le cas contraire. Quelques phrases simples, que l'élève doit s'attacher à prononcer correctement et à apprendre, accompagnent chaque dessin.

Albert Deshayes, qui affirme que sa méthode est utilisable pour tous les dialectes, y compris les vannetais, s'est attaché à ne pas couper l'enfant bretonnant de son milieu et à ne pas créer de conflits familiaux. Pour cela, à côté du mot breton, le maître dispose d'un certain nombre de pseudonymes parmi lesquels il peut choisir celui utilisé dans la région.

«LE BRETON A L'ÉCOLE», dont la sortie ne passa pas inaperçue en raison d'un regrettable accusation de plagiat, trop rapidement lancée contre l'auteur, par ses collègues de l'enseignement public, Le Berre et Le Du, est un travail très sérieux qui a, très certainement, déjà fait ses preuves. A notre avis cependant, en raison de la brièveté des leçons un peu trop simplistes, de la nature des dessins, cette méthode, qui nous paraît très bonne pour les élèves du primaire, ne peut convenir pour ceux des C.E.S., bien plus exigeants.

«LE BRETON A L'ÉCOLE» par A. Deshayes. Livre du maître : 80,00 F. franco ; Livre de l'élève : 45,00 F. franco (30,00 F. franco pour les commandes groupées) Skol Vreizh, 1, place du Marc'hallach, 29210 Morlaix.

# L'ÉCOLE

**LE BRETON PARLÉ VANNETAIS**  
par Meriadeg Herrieu

gweredeg vannetais  
traozadeg brezhoneg

## Le Breton parlé



Photo : Y. L.

Le 25 janvier 1879 naissait, au Kozhker-Penhored en Caudan, celui qui devait devenir l'âme de toute action pour la langue bretonne dans le Pays Vannetais : Loëz Herrieu. Pendant 40 ans, à la tête de la «BREDIAH BREZHONGEG BIU» et de la revue «DIHUNAMB» qu'il avait fondée, il fut, de Guéméné à Vannes et de Lorient à Locminé, le digne homologue des Jaffrennou en Cornouaille, Perrot en Léon, Vallée et Le Moal en Trégor.

Cent ans après la naissance de cet homme hors du commun, son fils, l'abbé Meriadeg Herrieu, suivant le chemin défriché par son père, nous propose une nouvelle méthode de «BRETON PARLÉ VANNETAIS» appelée à rendre de grands services. En effet, malgré les efforts méritoires des partisans du «brezhoneg unvan», le breton de Vannes reste et restera toujours très différent du KLT et rebelle à toute tentative d'unification totale. Nier cette évidence revient à considérer tout ce qui fait l'originalité de ce dialecte comme un abcès honteux qu'il faut à tout prix cacher, et à mener ainsi rapidement à extinction ce très beau langage encore paré de nos jours par près de 150 000 personnes.

Nous devons savoir gré à Meriadeg Herrieu d'avoir axé ses efforts vers un rapprochement du dialecte cher à son cœur avec ceux des trois autres Pays bretonnants. Par le vocabulaire et surtout l'orthographe adoptés, sa méthode présente un grand progrès en ce sens, par rapport aux ouvrages, fort appréciés naguère, des abbés Guillevic et Le Goff, et devrait ainsi permettre aux non-Vannetais de se familiariser aisément avec les œuvres issues de «DIHUNAMB», assez rebutantes pour eux jusqu'alors.

L'auteur a scindé son travail en deux

# VIENT DE PARAITRE

Un dossier de plus de 100 fiches 21 X 29,7 reproduisant documents, cartes et tableaux illustrant l'histoire régionale, sélectionnés dans les Archives du département de la Vendée :  
La VENDEE de 1789 à 1793  
aux origines  
de l'insurrection vendéenne  
L'auteur fait le point sur les causes de l'insurrection de 1793 et il développe sept thèmes :

- les difficultés économiques et sociales ;
  - le vote des biens nationaux ;
  - le serment civique des prêtres ;
  - l'attachement des paysans aux nobles et au roi ;
  - la levée de 300 000 hommes ;
  - les troubles d'avant 1793.
- PARFAITEMENT ADAPTE AU TRAVAIL AUTONOME

C.R.D.P. de NANTES

# MENSONGE

Pour ceux qui se laisseraient prendre aux promesses fallacieuses des Châtes Culturelles et autres textes de même farine, ceci est un exemple pratique et clair de mauvaise foi et de mensonge.

Voici deux textes en regard l'un de l'autre. D'une part, un extrait de la Charte Culturelle de Bretagne ; de l'autre une lettre du service des examens à Rennes adressée à une élève de Terminale d'un lycée des Côtes-du-Nord.

L'étude facultative de la langue bretonne s'applique aux classes de 6ème et de 5ème.  
La création d'une option langue et culture bretonnes interviendra pour le cycle d'orientation (classes de 4ème et de 3ème) dès la rentrée 1979. Cette option bénéficiera en tous points du régime de la seconde langue vivante. Elle figurera donc, dans les dossiers d'inscription remis aux familles.  
Les heures d'enseignement du breton dans l'ensemble du second degré seront intégrées normalement au service des professeurs volontaires, dans le cadre des horaires en vigueur.

- Option langue bretonne au baccalauréat  
L'interrogation facultative de breton au baccalauréat existant à l'heure actuelle est maintenue.  
En outre, l'option langue et culture bretonnes, prévue comme indiqué ci-dessus, sera valable en tant que seconde langue pour toutes les séries de baccalauréat.  
Ainsi sera assurée, pour les élèves qui l'auront choisie, une continuité réelle de l'enseignement du breton dans le premier et le second cycle.

ACADÉMIE DE RENNES  
RECTORAT  
Division des Examens et Concours  
13, bd de la Duchesse Anne  
35042 Rennes Cédex

Rennes, le 4.01.1980

J'ai l'honneur de vous faire connaître que votre dossier d'inscription à l'examen cité en objet est incomplet.

Le Breton ne peut être pris qu'en épreuve facultative. Il ne fait pas l'objet d'une épreuve obligatoire. Vous voudrez bien nous indiquer l'épreuve que vous choisissez à l'oral du 1er groupe.

Je vous rappelle que votre dossier doit être complet, à mes services pour le 21.01.1980 dernier délai, sinon votre candidature sera annulée.

Veuillez agréer, Mademoiselle, l'assurance de ma considération distinguée.

LE RECTEUR,  
Pour le Recteur et p.d.  
le Chef de Division  
des Examens et Concours  
PO le Chef du 1er Bureau

grandes parties. La première, illustrée de dessins de Joël-Jim Sèvelec, se compose de 35 leçons dont la conception, sous une forme dialoguée, justifie le titre du livre, «LE BRETON PARLÉ». Un choix important d'écrits d'auteurs réputés, qui donneront au langage vannetais son heure de gloire, forme la seconde partie de l'ouvrage, agrémentée de nombreuses photos.

Fanhc TREMEL

«LE BRETON PARLÉ», par Meriadeg Herrieu, éditions «Bleun-Brug Bro Vreizh», 83,00 F., frais de port inclus, chez l'auteur, Pradstrey de Kervegnac, 56700 Hennebont.

# Rencontre avec GILLES VIGNEAULT

Cet entretien a eu lieu dans la vallée de Chevreuse, près de Paris, avant le 1er gala d'une série de 20, que le chanteur poète québécois doit donner en Europe.

Quand Gilles Vigneault, sa casquette de marinier encore rivée sur la tête, un verre de «Sèvre et Maine» (arrivage direct) à la main, me dit :

«Il est fameux ton muscadet BRETON», j'ai bien dû me persuader que je ne rêvais pas, Gilles était bien là, chez moi, humant l'odeur du vieux chène ciré, sous la pendule de mes ancêtres.

Autour de lui son ami Jean, qui le couve comme une mère-poule, mon ami, mon frère Michel Arbonnier directeur de la MIC de Palaiseau (Essonne) organisateur de la soirée, et quelques amis proches. Que peuvent avoir à se dire un militant nationaliste québécois d'une telle notoriété, et moi BRETON émigré dans la vallée de Chevreuse près de Paris ?

Gilles Vigneault est un des animateurs du comité de Défense des Prisonniers, le Skoañ Vreizh québécois. Gilles est donc un mélange de Pierre Roy et de Gilles Servat en quelque sorte...

Il a soudainement un mot très dur «la CULTURE c'est trop souvent l'INFORMATION» et quand l'on sait ce que valent les mass-média en Bretagne ou au Québec !...

Quand je lui repaire de cette fameuse soirée des années 1970 où sur la plaine d'Abraham, à côté de Québec, les trois grands : Félix Leclerc, Gilles Vigneault, Charlebois, chantèrent devant 108.000 personnes (rapport de la police-préfecture Gilles) il me dit :

«Quand ferez-vous la même chose en Bretagne avec A. Stivell, G. Servat, Glenmor, TRÉYANN ?»

L'idée en est jetée : quel est le militant Breton qui lisant ces lignes relèvera cette boutade ?

Qu'il soit assuré en tout cas de mon aide et mon soutien.

# KENDALC'H KELTIK E TREVROADEL

## Congrès Celtique International

Le Congrès Celtique international est une organisation implantée dans les 5 pays celtiques : Bretagne, Pays de Galles, Cornouaille britannique, Ecosse, Irlande et Ile de Man. Son but est de favoriser les relations entre les peuples celtiques et de promouvoir les langues et cultures celtiques.

En août 1974 le congrès, réuni à Nantes, avait réuni plus de 1000 personnes. Une déclaration des droits culturels des peuples avait été établie.

En 1981 le congrès se tiendra de nouveau en Bretagne, à Lannion. Le sujet en sera : «La vie des langues celtiques dans les pays celtiques». Il s'agira de faire le point sur l'état des langues celtiques et de voir ce qui a changé depuis le congrès de Nantes et l'important travail de réflexion qui y avait été réalisé.

Cette année le Congrès durera du 28 juillet au 2 août. Il se tiendra en Irlande, près de Dublin, pour un prix d'environ 48 livres sterling par personne.

Pour toutes précisions, s'adresser à : Loïc CHAPEL, Roch Ar Bleiz, St-Martin-des-Champs, -29210 MORLAIX.

(Communiqué)

# "BREMAM" UR GAZETENN NEVEZ

Bep daou viz e vo kinniget deoc'h ur gazetenn nevez : BREMAM. Kavout a reoc'h warni keleier diwar-benn ar stourmoù e Breiz hag e lec'h all.

Graet ar gelouenn gant tud Skol An Envas. Roet 'vo warni ar gomz d'an holl re a vez o stourm, en un doare arakour, war dachenn-mañ-dachenn. Klask a raimp lakaat warni ar pep pouezañ eus ar vluh sevenadurel, sokal ha politikel.

Un ezhomm bras a oa e-touez ar vrezhonegerien a vez kastum da lenn o yezh : kaout ur vor gelouenn da lenn ha n'eo ket ur magazine breizhek ouzhpenn. Setu ar pezh a glasko bezañ BREMAM. Klasket 'vo ivez lakaat ar vrezhonegerien n'int ket boas da lenn brezhoneg da vezañ interest gant BREMAM. Kavout a raimp war BREMAM pennadoù skrivet en ur yezh ya'ch, eun ha modern war un dro.

Daouviziek e vo ar gazetenn er penn kentañ met 'hor pal a zo kinnig anezhi bep miz gant ma vo trawalc'h a dud o kounannantia.

KOUMANNANTIA

Koumanant reizh evit 6 niverenn : 20 lur

Koumanant-skouzell : 30 lur (pe ouzhpenn)

Koumanant broioù estren : 25 lur.

Kas ar c'houmanantoù hag ar pennadoù da :

BREMAM

8, st raed Hoche

35000 ROAZHON (Communiqué)

# AU CAFÉ - ANIMATIONS "La Kérouézée" à JUGON-LES-LACS (22)

- Vendredi 9 mai : Claude Besson
- Vendredi 16 mai : Blues avec Bill Deraine
- Vendredi 23 mai (ou samedi 24) : Jean-Yves Lacombe et Jean-Claude Asselin du groupe «La Confrérie des fous»
- Vendredi 30 mai : Le groupe Ilamand Rium
- Vendredi 6 juin : Le groupe Galorn

**LA KÉROUZÉE**  
Bar - Café  
Rue du Fous - 22 JUGON-LES-LACS  
Sonnets - Chantons - Contes  
MUSICIENS BIENVENUS  
Villées-Bières

# Jugon-les-Lacs A LA SALLE DES FETES ORGANISE PAR «LA PETRELLE»

- Vendredi 2 mai : Rock avec le groupe Binoche n'kco
- Jeudi 15 mai : Fest-noz avec «Avel Nevez», Malhambre, Nono etc...

# BRUSVILY (près de Dinan)

- Samedi 10 mai : récital de Glenmor suivi d'un fest-noz avec Galorn et Malhambre

Achetez Combat Breton chez **MARIE & JACKY**  
CHOM AMAN  
café de la gare  
brasserie  
QUIMPERLE  
96.14.95

# ANNONCES

## Stages à TY KENDALC'H

- Stage de Tin Whistle (débutants) du 5 au 9 mai - Prix : 400 F.
- Stage relure du 21 au 25 avril et du 5 au 9 mai - Prix : 350 F (cours et hébergement)
- Stage Arts et Métiers traditionnels du 5 au 9 mai - Prix : 700 F.
- Stage de sonneurs de couple du 21 au 25 avril - Prix : 500 F (50 % à l'inscription).

- 12 avril : Djiboudjap à Sarzeau.
- 19 avril : Djiboudjap à Saint-Quay-Portrieux.
- 25 avril : Margifolk à Landivisiau.
- 29 avril : La Miritantouille à Quintin
- 30 avril : La Miritantouille à Vitry.

## Tournée du groupe écossais BATTLEFIELD

- 12 avril : café La Rosais à DOLO (Jugon-les-Lacs).
- 13 avril : TY KENDALC'H à St-Vincent-sur-Oust.
- 15 avril : Vannes (Palais des Arts).
- 18 avril : Brest (Auditorium).
- 20 avril : Quimperlé : parking du Supermarché (après-midi).

## MARION AR FAOUED par la Strollad Karaez

- B'an Huelgost an 26 pe 27 a viz Ehrel.
- Ba Poullouén an 30 a viz Ebrél pe 13 a viz Mae.
- Ba Gourin an 20 a viz Ehrel.
- Ba Languedon, 3 pe 17 a viz Mae.
- Ba Plabennec, Gouel ar Brezhoneg, an 10 a viz Mae gant tout an strollad deus ar vro.
- Kastell ne, matreze sul 1 pe 15 a viz Even.
- Toull vilhan (Petit Carhaix), 8 a viz Even.
- Kerpet (Kichenm St Nicolas du Pellem) : 14 a viz Even, Kerampuil 21 a viz Even, Kichenm Karaez.
- Ploze, 5 a viz Gouere.

Marion ar Faoued est l'adaptation en Breton de la pièce éditée chez PJ Oswald. Elle retrace au travers du personnage de Marion la condition féminine du XVIIIe siècle, symbolisme d'une lutte plus que centenaire, que le spectateur peut introduire dans son contexte actuel. Les entrées seront très certainement gratuites. Cependant, à la fin de chaque représentation une quête est effectuée ; l'argent est versé à Diwan.



# Centre Nantais de Culture & Celtique

Samedi 26 avril : Fest-noz - La Frébaudière - PSU Bretagne.

14 au 18 mai : Marche de soutien (fête) au profit de Diwan - Toutes villes possédant une école Diwan - Evid Diwan

Jeudi 15 mai : Marche de soutien (fête) au profit de Diwan - Toutes villes possédant une école Diwan - Evid Diwan

ACTION VIDEO 78  
124, Bd de Bezoans  
78500 SARTROUVILLE  
Tél : 914.85.00

## ACTION VIDÉO 78

L'Association ACTION VIDEO 78 propose des stages d'initiation et de perfectionnement aux techniques photographiques. Les stages s'adressent aussi bien à des amateurs socio-culturels qu'à des personnes ayant le désir de s'initier ou se perfectionner au moyen d'expression que peut être la photographie.

Les stages d'une durée de 5 jours comprennent des cours théoriques, des séances de prises de vues et de laboratoire. Deux formateurs spécialisés dans ce domaine (Reporters-Photographes) assurent l'encadrement théorique et pratique des stages. Les stages ont lieu au cœur de la BRETAGNE, à l'Auberge de Jeunesse de SAINT-GUEN à 2 km de MUR DE BRETAGNE. Possibilité de séjourner sur place avant ou après le stage. L'Auberge met à disposition des vélos. Le Lac de GUERLEDAN se trouve à 5 km et un sentier de grande randonnée passe près de l'Auberge. Le prix du stage est fixé à 650 F, comprenant :

- l'hébergement et la nourriture pour les 5 jours
  - l'enseignement, les fournitures (films, papiers, produits) et la prêt du matériel.
- LES PROCHAINS STAGES SE DEROULE- RONT DU :
- 10 MAI 1980 au 15 MAI 1980
  - 24 MAI 1980 au 29 MAI 1980
- Pour tous renseignements, écrits ou téléphoner à :
- AUBERGE DE JEUNESSE  
SAINT-GUEN  
22530 MUR DE BRETAGNE  
Tél : 28.54.34



Beaucoup de choses, mais que dire en deux petites heures, durant lesquelles il faudra que l'essentiel soit dit. Heureusement que le Bordeaux est de qualité.

Les différents crus Bordelais semblent n'avoir aucun secret pour lui, quel goûté !... Il faut le voir humer le vin, le «coller» au palais...

«Gilles comment les québécois voient-ils la Bretagne actuelle, le mouvement Breton ?

«Comme les Bretons voient les québécois me répondit Gilles avec un sourire énigmatique, en regardant l'affiche de Stourm Breizh «Mobilisation Générale» accrochée au mur.

«En bien mon onni québécois, les Bretons la connaissent mal votre lutte pour préserver votre culture francophone.

«Qui sait en Bretagne ou ailleurs ; - que le Québec a aussi son Front de Libération québécois (son F.L.Q.) comme nous notre F.L.B. ?

- que beaucoup de prisonniers politiques québécois croupissent dans une prison Fédérale près de Montréal ? un détenu a été condamné à 104 années de détention (104 fois la vie, nous dit Gilles).

- beaucoup d'attentats comme chez nous, mais ce qu'ils ont en plus de nous, ce sont «les crimes de la police royale». Actuellement, nous informe G. VIGNEAULT, une commission du gouvernement canadien enquête sur les actions menées par les autorités afin de discréditer, de salir le mouvement séparatiste québécois.

L'heure tourne, le temps passe, il faut être à 21 H à la salle pour le spectacle... Nous avons tant de choses à nous dire. L'on se sent médiocre près d'un bonhomme comme toi, Gilles.

Tout dans ton comportement, sent le paysan poète. Georges Sand disait «quand tu croises un paysan Breton, salue-le, car il porte la poésie en lui».

Nous te saluons bien bas Gilles, car tu transpires la poésie.

«Avant d'arriver à la salle je t'ai demandé d'essayer de parler de nous, les minorités hexagonales ; quand à la fin d'une de tes chansons, tu as crié devant 1200 personnes :

«La rumeur publique vous a trompés : Bretons, Basques, Occitans, vous êtes tous des martyrs», nous étions tous pétris d'émotion.

«Nous avons tous en commun le vouloir de vivre» me dis-tu en m'étreignant à la fin du spectacle.

Merci Gilles, merci de tout cœur. Bretagne et Québec ont vibré ensemble ce soir dans cette petite salle de la région Parisienne, beaucoup trop petite pour ton immense talent.

«Les Amours, les Travaux, Même le chant d'un oiseau, Ton cœur, Mes mors font tourner le monde».

Nous te serrons dans nos bras.

Kenavo Gilles  
Le Président de DIHUNERIE  
Michel CHAUVIN

# PLOGOFF, LA POLITIQUE ET LE PROBLEME BRETON

Plutôt que de parler de «magouilles», ce qui est très politicard, il vaut mieux poser le problème du rôle d'un comité de soutien à Plogoff. Doit-on se contenter de reprendre tout simplement les mots d'ordre du comité de défense ? Nous pensons que le comité de défense est maître chez lui ; nous l'avons dit : la façon dont se battent les gens de Plogoff est exemplaire. A cet égard, le comité de défense a raison, pour le moment, de cantonner la lutte sur le strict terrain anti-nucléaire par souci d'unité.

Par contre, c'est le rôle d'un comité de soutien d'élargir la lutte. Ce qui veut dire pour nous : mettre en avant le caractère breton de la lutte. Magouille ? Alors il faudrait dénoncer les écologistes qui militent contre le nucléaire EN GÉNÉRAL. On pourrait dire que c'est une récupération de la lutte particulière des habitants de Plogoff. Mais surtout, qui récupère les luttes en présentant des candidats aux élections présidentielles ? Candidats qui prétendent parler (comme tous leurs collègues) au nom des anti-nucléaires. Qui a collé le mouvement anti-marée noire dans l'impasse en allant nettoyer les plages ? Travail gratuit pour l'État quand il s'agissait justement de faire payer l'État ! Mais les écologistes qui sont pour l'élargissement de la lutte anti-nucléaire ne sont pas pour son élargissement au niveau breton, maintenant ainsi chaque lutte dans son ghetto et se condamnant à des tentatives de riposte au coup par coup. Or, n'en déplaise à certains, il n'y a que les Bretons qui résistent efficacement au nucléaire dans l'hexagone. C'est sans doute dommage. En tout cas, ça ne veut pas dire que les Bretons, par nature, soient pas «écologistes» que les Français. Ça veut dire plutôt que les motivations de la résistance ne sont pas uniquement anti-nucléaires.

## BRETONNES ET BRETONS CONTRE L'ÉTAT

On ne peut pas réduire la lutte des habitants de Plogoff à la seule résistance anti-nucléaire : elle est tout autant lutte bretonne contre l'État. Ce que tous les médias, partis et groupuscules mettent de côté est pourtant omniprésent quotidiennement. Qu'y-a-t-il de breton dans la lutte de Plogoff ? D'abord, et c'est tellement gros que ça passe inaperçu, tout le monde parle breton. On chante le «Bro goz ma zadou» devant le tribunal de Quimper de la même façon qu'on insulte les militaires en breton. Comme on lance des cailloux au son de la musique traditionnelle. Le rôle des femmes dans la lutte. Non pas la révolte de la «Femme Celte», mais simplement le fait que les trois-quarts des hommes, à Plogoff, sont marins et donc souvent absents. Ce qui ne veut pas dire que les femmes prennent simplement le rôle des hommes. Il y a plus et il faudrait approfondir la question. Pourquoi ces bretonnes, les jeunes comme les plus âgées, sont-elles toujours au premier rang (on se rappelle le rôle des femmes, déjà, lors de la guerre du lait). Et, entre autres symboles, l'importance de la «messe» à 17 heures, quand tous les habitants, descendant la côte du bourg, vont s'affronter aux gendarmes mobiles. Enfin, fait capital, la population de Plogoff vit sa lutte comme une résistance à l'occupation militaire. Pour s'en rendre compte, il suffit de

passer un quart d'heure avec les femmes insultant les militaires ; et pour les plus âgés, le souvenir qui revient sans cesse : l'occupation allemande lors de la dernière guerre. Ça ne peut pas être plus clair.

## COMME A PLOGOFF : AUTONOMIE, ÉCOLOGIE, AUTOGESTION

Le jacobin, comme le caméléon, change de couleur. Pour le jacobin, le révélateur, ce sont les congés payés. Touriste pendant son mois de congé, l'été, de plus en plus, il se bat pour son niveau d'écologie garantie. A cette saison de l'année, il ne tarit pas d'éloges face aux merveilles de la nature, et face aux charmes traditionnels et ancestraux des paysans. Il va même jusqu'à regretter l'âge d'or des temps passés. L'hiver, il n'a que mépris pour le plouc. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, dans les milieux gauchistes et écologistes l'espèce jacobine est fort répandue. Les uns sourient face à «la naïveté grossière» des habitants du Cap quand ils se battent pour «leur site merveilleux». Pour ceux-là, la vraie révolution se passe dans les banlieues, haut-lieu de la modernité. Pour les autres, les écologistes, la vraie lutte c'est la résistance au nucléaire. Le reste, c'est du folklore, des «binouseries».

Le ferment de la lutte à Plogoff, dans un premier temps, c'est la défense du territoire contre l'agression extérieure. Là-dessus vient se greffer l'opposition au nucléaire, avec son cortège de gigantisme et de pollution. C'est l'attachement à la société traditionnelle avec ses structures quasi-immuables, son tissu social, contre les projets irrationnels d'EDF : des tours de 80 mètres de haut, une autoroute de 30 mètres de large ... Et sans cet attachement à son pays, la résistance ne serait peut-être pas si forte (et c'est peut-être pour ça qu'il y a si, peu d'opposition dans le reste de l'hexagone). Signe des temps : le 6 mars, alors qu'ils manifestaient à Quimper, les habitants de Plogoff ont trouvé à côté d'eux, des ouvrières d'une conserverie de Douarnenez, toutes victimes d'un licenciement collectif. Voilà le vrai problème : l'ordre capitaliste ; c'est la ruine de la Bretagne. Nous l'avons déjà dit, à Plogoff comme ailleurs, la logique du développement capitaliste c'est notre mort. Et c'est cette logique qui nous est étrangère, à tous points de vue, qu'il faut abattre. L'attachement à son pays, aux traditions, n'est certainement pas réactionnaire. Là encore, Plogoff montre l'exemple. Les moyens que se sont donnés les habitants pour défendre leur terre ne sont pas à proprement parler réactionnaires. Prenons trois exemples. L'appropriation communautaire de la terre dans le cadre du GFA ; la mise en place d'un contre-pouvoir contre le pouvoir institutionnalisé par l'État, la mairie : à Plogoff tout passe aujourd'hui par le comité de Défense, face auquel la mairie s'efface ! Et enfin les expériences et les projets de radio libre. Ainsi quand le pouvoir redescend au niveau du village, les politiciens peuvent aller se coucher : rien à foutre des décrets ou des motions parlementaires !

Quand nous parlons de la nécessaire liaison Autonomie-Écologie-autogestion, nous ne parlons pas d'abstractions. A partir de l'exemple de Plogoff, Argad doit avoir deux

objectifs : la généralisation et la globalisation des révoltes bretonnes. En cela nous nous opposons au système des partis (grands et petits) qui veulent découper les luttes en rondelles où ils pourront mieux nous récupérer à leur sauce. La nécessité absolue pour eux de séparer les luttes ne fait qu'un avec la nécessité pour eux de garder le pouvoir sur nos luttes ; quand les bretons auront tout pouvoir de décision sur leurs propres vies, la députaille crèvera d'ennui dans son pot de chambre parisien !

Nous parlons donc d'élargissement de la lutte quand d'autres parlent de magouilles. La manifestation parisienne intervient après la clôture de l'enquête d'Utilité publique. Cette clôture indique qu'une étape est franchie. Quand on a vu le dispositif policier mis en place à Plogoff, il n'y a qu'une attitude possible : l'élargissement du conflit à toute la Bretagne. L'affiche appelant à la manif parisienne a été imprimée par «les travailleurs en lutte de Darbois». De la même façon c'est toute la Bretagne vivante qui doit se lever pour soutenir Plogoff contre l'État ; le Capital en crise a trouvé sa solution remède face au chômage : il nous fabrique des cercueils.

Erdeven, Ploumoguier, Le Pellerin, Plogoff : partout le peuple breton a refusé le nucléaire. Cette opposition a pris des formes différentes, violentes ou pas. Pendant ce temps, la repression prend ouvertement des allures d'armées d'occupation. La solidarité face à la repression ne peut pas avoir d'exclusive. Les organisations «responsables», les faiseurs de promesses électorales qui, les soirs de grand vent, poussent leur révolte jusqu'à une distribution de tracts, n'ont pas de leçon à donner. Ceux qui ont pris des années de taule pour avoir à leur manière, poussé un peu plus avant la logique de leur révolte, font partie intégrante du mouvement anti-nucléaire breton. Qu'on le veuille ou non. Comme on le voit aujourd'hui à Plogoff, l'État ne laisse pas le choix des armes aux opposants. Il préfère, comme sous d'autres latitudes, envoyer l'armée.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

JE SOUSCRIS UN ABONNEMENT D'UN AN AU COMBAT BRETON

NOM : .....

PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

PROFESSION : .....

Ci-joint .....F par CCP - Mandat lettre - Chèque (50 F. min.)

A renvoyer à : Combat Breton «Tronscorff» Langoëlan - 56160 Guéméné-sur-Scorff.